
ALGÉRIE : 2001 – 2019

INSURRECTIONS POUR LA LIBERTÉ ET LA DIGNITÉ



COMPILATION DE TEXTES ET POINT DE VUES LIBERTAIRES,
AVEC UNE INTRODUCTION DE GEORGES RIVIERE

ÉDITIONS



COLLECTION INTERNATIONALE

Brochure éditée par la CNT-AIT Paris Banlieues
<http://blog.cnt-ait.info>
contact@cnt-ait.info

Pour recevoir un exemplaire du journal *Anarchosyndicalisme* !,
envoyez vos coordonnées à
CNT-AIT ; 7, Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse
On peut aussi s'abonner (chèque à l'ordre de CDES) : 1 an 10 € / soutien
20 €

Pour s'abonner à notre liste de diffusion par email « Actualité de
l'anrchosyndicalisme » : <http://liste.Cnt-ait.info> ou bien nous envoyer une
demande par mail à contact@cnt-ait.info

Quelques autres adresses de contacts en France:

Côte méditerranéenne:

Béziers: cnt-ait34@outlook.fr

Toulouse et sa région:

Toulouse: table de presse le dimanche matin Allée Jules Guesdes
Permanence: le samedi de 17h à 19h 7, Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse
Courriel: contact@cntaittoulouse.lautre.net
Site Web: www.cntaittoulouse.lautre.net
Facebook : CNT-AIT - Toulouse
Montauban: table de presse, les samedi,
10h30 à 12h, au marché du Jardin des plantes
Volvestre: cnt-ait-volvestre@ouvaton.org
Lot: cnt-ait-quercyrouergue@mailoo.org

Cette brochure, comme tout le matériel militant de la CNT-AIT est réalisé
bénévolement par les membres et amis de la CNT-AIT en dehors de leurs
heures de travail (et parfois pendant ... sabotage !). Son prix est libre, mais
un soutien solidaire est le bienvenu !

D'autres brochures sont disponibles au téléchargement sur notre site internet
<http://blog.cnt-ait.info/brochures>.

Si vous souhaitez les recevoir en version papier, contactez-nous par mail
(contact@cnt-ait.info) ou par voie postale (CNT AIT 7 rue ST
TOULOUSE) voir cordonnées) pour connaître les modalités

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
Algérie, l'insurrection libertaire du Mouvement des assemblées dit des Aârouchs	8
L'Algérie est au bord de l'éclosion	19
En Algérie, « on assiste à une reconquête poétique de la rue »	22
Algérie ; Révolution du "Sourire": paroles d'intellectuels algériens militants	27
Annexes	31
La rumeur de la casbah	31
L'autre face de la guerre	32
L'autre Algérie, celle des luttes sociales	36
Algérie, une population martyrisée: les dessous des cartes	39
Algérie, la Kabylie paralysée par une grève générale	42
Algérie: carnet de route	43

INTRODUCTION

18 ans séparent les textes que la CNT-AIT présente ici et qui expriment la perception engagée qu'ont eu, à l'époque, des théoriciens et/ou des acteurs libertaires de ces mouvements populaires algériens. Ce sont des textes écrits à travers un filtre d'analyse anti-autoritaire, c'est-à-dire percevant ce que la lutte d'émancipation porte comme autonomie, réappropriation du politique, autogestion. Ces deux mouvements — celui de 2001, mouvement assembléiste (conclaves) dit des « arouchs », et celui en cours actuellement en mai 2019, « Hirak » (mouvement en arabe) – malgré leurs différences, ont de quoi en effet passionner les militants anti-autoritaires.

Ce sont des mouvements puissants qui se sont inscrits dans la durée, nous permettant de percevoir clairement les dynamiques et les contradictions qui les parcourent (le premier a duré presque 2 ans, le deuxième en sera à 12 semaines de marches le 10 mai 2019).

Ce sont des mouvements de démocratie directe, extra-parlementaires, affichant une farouche volonté d'horizontalité, et manifestant une défiance totale de la représentation politique. Ils viennent de la base, réfutent toute verticalité. Que ce soit en 2001 ou en 2019, les partis politiques et autres instances de représentation institutionnelle habituels y sont mis hors-jeu, ou alors sous très haute surveillance et à distance respectable. Les acteurs sont alors contraints de se réinventer les modes de lutte, de discussion, de décision, de représentation. Chacun à leur façon. La légitimité de la délégation de pouvoir est au cœur des discussions.

Il y a une intelligence extrêmement affûtée des risques de bureaucratisation, de prise de pouvoir par les uns et les autres, la conscience intime que le pouvoir, l'organisation et la responsabilité sont des choses bien différentes. On se répartit les missions, on les valide, on les contrôle, sans que soit pour autant créée une hiérarchie. Si la citation d'Elysée Reclus, dans sa formulation un peu datée, selon laquelle « L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre » a du sens c'est bien ici. Du moins dans le mode d'organisation.

Il n'y a pas, pour la majorité des gens, de modèle pré-établi, de recette toute faite. Le mouvement est une ré-invention, faite d'expérimentation, de succès, d'échecs. Il est à ce titre très instructif.

Enfin la revendication islamique en est absente.

Cependant il faut faire preuve de prudence lorsqu'on met en perspective des

mouvements populaires. Ils ont, bien sur, en commun cette construction autogestionnaire – et à partir de la base – de la contestation mais aussi comportent des différences substantielles qui peuvent peser sur l'appréciation qu'on en a.

— Quantitativement.

- Le mouvement de 2001 est totalement localisé en Kabylie et ne parvient pas à s'étendre au reste du pays. Il est minoritaire. Le pouvoir algérien, radicalement remis en cause, maître dans l'art de la désinformation, unique dispensateur de l'information des médias lourds (radio et télévision) parvient à créer une vive suspicion : celle de l'éclatement du pays en identités multiples. Le mouvement est taxé de régionalisme, de séparatisme, voire de tribalisme. Le FFS (social-démocrate) se voyant contestée le traite même de fasciste (!). Tout est fait pour dresser les Algériens les uns contre les autres. L'emblème amazigh (« berbère ») est interdit de séjour dans les régions non berbérophones.

- Celui de 2019 est généralisé, massif, se généralise, embrase tout le pays. Les slogans, les revendications se répandent comme une trainée de poudre, s'unifient, se complètent, les images se répandent, les détournements rivalisent d'humour et de professionnalisme. Le drapeau amazigh fleurit partout et coexiste pacifiquement à coté du drapeau national. La suspicion a disparue.

Et c'est là de toute évidence la conséquence des nouveaux moyens de communication, internet, Facebook, la photo numérique, les téléphones portables. Rien ne peut être ignoré. Les médias unifient au lieu de désunir. Les réseaux se constituent en dehors des canaux traditionnels. Mais c'est aussi dû à une nouvelle génération qui n'a pas connu la terreur islamiste et les horreurs de la décennie noire. Elle n'a pas peur. Elle n'a pas connu le règne des assassinats lorsque les militant.e.s ne se retrouvaient plus que dans les cimetières. C'est pourquoi elle est au devant de la génération plus politisée des années 80-90, mais qui a été blessée, usée, parfois désabusée, et qui s'est un peu repliée sur elle même.

— Qualitativement.

- Le mouvement de 2001 a des revendications sociales, culturelles, identitaires et aussi l'établissement d'un état de droit. Il est issu de la désignation de délégués par les villages et en reflète la composition sociologique. À ce titre les femmes en sont presque totalement absentes. Les présidences du mouvement - tournantes et révocables - dûment mandatées, sont exclusivement masculines.

- Celui de 2019 a d'emblée des revendications exclusivement politiques : elles

évoluent et se radicalisent au fil des semaines en termes politiques, de l'arrêt du 5e mandat de Bouteflika, à un « dédagisme » de tous les représentants du pouvoir d'État, jusqu'à la suppression du système lui-même. Il n'y a aucun délégué. Aucune représentation. Les discussions se nourrissent de semaine en semaine, sur les marches des théâtres, dans les jardins publics, dans des appartements devenus les lieux de « this thank ». Cette absence est sans doute une force (les délégués des 'arouchs avaient fini par être compromis), elle peut aussi à moyen terme être un frein aux décisions.

Les femmes sont très présentes dans la rue et dans les espaces de discussion. Les féministes forment parfois des « carrés » (Alger, Oran) et poussent les revendications pour un code civil égalitaire (abrogation du code de la famille).

La différence est enfin, évidemment, le niveau de violence entre les deux époques sans doute dû à l'importance des marcheurs (jusqu'à 25 millions de marcheurs dans toute l'Algérie !)...

Comme on le voit ces insurrections ont de quoi nourrir notre réflexion et notre solidarité, car elles sont indiscutablement porteuses d'une dimension libertaire. Pour autant on ne peut pas dire — pour l'instant — que le Hirak du 22 février soit révolutionnaire. Il est inter-classiste — c'est pourquoi j'utilise le mot de « populaire » —, et démocratique, en ce qu'il définit l'exigence d'un mode de gestion « juste » de la société capitaliste. Dehors les mafieux et les gangs (au sens strict du terme) qui ont fait main basse sur la société, fait un hold up sur l'indépendance, et dérobé des centaines de milliards de dollars qu'ils ont mis dans les banques étrangère (d'ailleurs on ferait bien de veiller, ici, à faire rendre gorge aux receleurs, banquiers et autres, qui planquent l'argent volé). La population demande un véritable service de l'éducation, de la santé (avec des hôpitaux qui ne soient pas des mouirois), de la propreté des villes (non plus des dépotoirs), de l'entretien du bâti (des maisons s'écroulent sur les gens, la Casbah tombe en ruine), la restitution des espaces volés (les plages du Club des Pins), la liberté associative, une « juste répartition des richesses », des lois égalitaires, l'arrêt de la corruption ... et de véritables « dirigeants ». L'armée est même appelée en appui, pour autant qu'on lui demande ensuite de rentrer dans les casernes. C'est pourquoi, tout en valorisant la grande qualité de ces mouvements, qui changeront durablement les mentalités pour l'avenir (ne serait-ce que la dignité retrouvée, la fierté d'être Algérien, le regard changé sur la jeunesse et les femmes, la réconciliation avec son histoire) je ne parle pas de mouvement révolutionnaire. Car ce n'est pas un mouvement anti-capitaliste. Il porte en germe

d'autres conflits.

Les couches moyennes émergentes, les cadres formés, frustrés d'être exclus des centres de décisions — actuellement voués à l'incompétence — en descendant dans la rue à côté des prolétaires et de la jeunesse exclue, ne demandent pas forcément la même chose qu'eux et ne donnent pas aux mots de liberté et de justice le même contenu. Ils demandent — implicitement pour eux — l'accession au pouvoir par le jeu d'élections classiques non truquées. La Constituante demandée ouvrira le champ à des élections présidentielles classiques. Ce sera une révolution bourgeoise. La glorification de certains capitaines d'industrie « honnêtes » est à cet égard significative.

Dans une société économiquement fragilisée, sur laquelle le FMI pose son regard prédateur, lorsque des efforts seront demandés aux travailleurs et aux classes populaires, dans une vision capitaliste et marchande classique, avec la complicité objective des démocrates de gauche (« il faut savoir attendre », « il ne faut pas désespérer Billancourt ») on verra comment le passage de témoin entre la revendication démocratique et la revendication de classe se fera et si l'ardent esprit libertaire du Hirak aura marqué les esprits.

Georges Rivière,
Alger le 8 mai 2019.

ALGÉRIE, L'INSURRECTION LIBERTAIRE DU MOUVEMENT DES ASSEMBLÉES DIT DES AÂROUCHS

Georges Rivière

L'insurrection algérienne qui a eu lieu en Kabylie et s'est développée vers l'Est pendant le printemps et l'été 2001 a porté à un niveau qualitatif supérieur le niveau d'une résistance qui n'avait jamais cessé. Celle-ci, pour exemplaire et héroïque qu'elle ait été, n'avait jamais réellement dépassé le stade de la revendication démocratique classique, avec les modes de délégation de pouvoir, de légitimation électorale et de légalisme que nous connaissons bien. Revenons d'abord sur toute cette période.

Une résistance au quotidien

Cette résistance a été – est – d'abord une tétanisation de chaque jour pour maintenir l'apparence d'une normalité d'existence, pour oser circuler sur certains axes routiers, à certaines heures, pour aller à l'école, au travail, en réunion ou à une fête. Pour les femmes algériennes, elle était encore plus difficile puisqu'elle commençait dans l'intimité du foyer : se voiler ou pas, se farder, mettre une jupe courte, un jean...

Le cimetière était devenu le rendez-vous quasi hebdomadaire de groupes d'amis de plus en plus restreints et le parti pris de la vie devenait un pari improbable rejoué au jour le jour. On ne se posait même plus le pourquoi de l'assassinat, mais le comment, l'art et la manière du meurtre : armes à feu ou arme blanche. Non plus son origine : on savait que ce qui était visé, au travers des femmes, des coiffeuses, des imams professant un islam tolérant, des écrivains, des journalistes, des syndicalistes, c'était une vision d'une Algérie de l'ouverture au monde, de la diversité, de l'universalité.

Oser la vie : oser par exemple revenir d'un marché aux poissons entre deux rafales de mitraillettes (qui tuèrent ce matin-là deux agents de la circulation) pour préparer une soirée de grillades en bord de mer. Oser la vie en risquant la mort des siens parce que les enfants devaient aller jouer un match scolaire de hand-ball à Médéa et pouvaient tomber dans le piège d'un barrage d'égorgeurs. Ou parce que la

filles devaient aller à l'école alors que le FIS (Front islamique du salut), à l'époque, avait interdit la mixité scolaire sous peine de mort.

Ce qui était évident c'était d'abord la solitude des choix, l'individualisation des comportements. C'était aussi le silence éclatant d'une communauté internationale largement compromise soit avec le pouvoir algérien, soit avec l'islamisme.

Le pouvoir mafieux et sa créature islamiste

Cette résistance, la vision de la société algérienne qu'elle portait, émergeaient dans un paysage nouveau où il fallait réinventer les critères et les valeurs fondatrices de la vie sociale. Les couleurs hollywoodiennes de l'épopée de la libération nationale s'étaient fanées, le mythe du "socialisme spécifique" s'était effondré. Il y a belle lurette que l'État bureaucratique avait implosé, qu'avaient été brouillés les repères de ce qu'on appelait dans certains milieux critiques le "socialisme de la mamelle" et que les rapaces hibernant dans le giron autocratique du boumédiennisme s'étaient réveillés.

Du trop d'État à l'absence d'État, des règles du parti unique édictées dans les salons de la Présidence à celles de l'économie de bazar concoctées dans les restaurants du front de mer, cela changeait beaucoup. Le démembrement de l'État s'accompagne alors d'un démembrement du pays, d'une déliquescence des rapports sociaux, d'une décomposition bidonvillesque du paysage lui-même et transforme le pays en grande braderie au dinar symbolique.

De la marmite que le président Chadli avait ouverte en 1989 (nouvelle Constitution instaurant le multipartisme, économie de marché) était sorti un parti théocratique anticonstitutionnel mais qui allait beaucoup servir le pouvoir – du moins dans un premier temps –, le FIS (Front islamique du salut), mais aussi des forces de contestation démocratiques, vieux partis sortis de la clandestinité : sociaux-démocrates du Front des forces socialistes (FFS), communistes du parti de l'Avant-garde socialiste (PAGS), trotskistes du Parti des travailleurs (PT, lambertiste) ou du Parti socialiste des travailleurs (PST, proche de la LCR française), des courants non FLN à l'intérieur du syndicat unique (UGTA), et des associations revendicatives, essentiellement de femmes.

Une vive contestation sociale avait précédé cette libéralisation : en avril 1980 la revendication du "printemps berbère" avait embrasé la Kabylie. En octobre 1988 la jeunesse algéroise était descendue dans la rue. L'armée avait réprimé ces mouvements dans un bain de sang. Parallèlement, des courants fascistes se réclamant de l'islam montaient en puissance. En 1979, le mouvement des Frères musulmans sévissait déjà sur les campus universitaires pour tabasser les étudiants contestataires et pourchasser les couples. La même année, l'islamiste Mustapha Bouyali montait le premier maquis, collectant armes et argent, construisant des casemates et entraînant ses hommes, avant de perpétrer ses premiers attentats à partir de 1982.

En 1981, l'étudiant Kamel Amzal, militant progressiste berbère, était assassiné à l'université de Ben Aknoun, à Alger. C'est cet islamisme politique moyen-oriental (Égypte, Palestine, Syrie) importé en Algérie sous Boumédiène, porteur d'une haine avérée de la démocratie et de la laïcité, de la femme, prônant la loi islamique (chariaâ) comme contrat social, c'est-à-dire le libéralisme théocratique 2, qui allait être la force de frappe la plus apte à s'opposer impitoyablement aux courants progressistes, avec l'aide du pouvoir.

En 1976, Boumédiène avait déjà donné un signe politique fort de sa bonne volonté aux courants islamo-conservateurs du FLN en tentant de faire passer le projet du Code de la famille qui fait des femmes des mineures à vie. La contestation des mouvements de femmes, avec à leur tête les moudjahidates (combattantes de la guerre de libération), l'avait contraint à remiser ce projet dans les tiroirs.

C'est en 1984 que l'Assemblée nationale, qui ne comportait en son sein qu'un seul parti, le FLN, avait voté un Code de la famille qui allait à contre-courant d'une Constitution égalitaire. La violence physique et politique n'avait donc pas attendu, comme on a voulu le faire croire, l'interruption du processus électoral de 1991 pour se déchaîner.

Le chat et la souris ou l'histoire du marteau et de l'enclume

Les portes de l'économie libérale se sont donc grandes ouvertes sur les cadavres des individus les plus dérangeants. Les maquis des islamistes radicaux servent par ailleurs à contrôler – en l'effrayant – une partie de la population et servent de

repousser à l'occasion des élections, pendant que les islamistes en costume cravate sont nommés à des postes ministériels de tout premier ordre. Pendant les massacres, l'ordre moral s'installe en Algérie.

Un exemple : à Tiaret, ville de l'ouest algérien où nous nous étions rendus il y a quatre ans, le jeu sinistre et démentiel entre les maquis islamistes et le pouvoir nous était apparu dans toute son ampleur et toute son horreur. La situation sociale était catastrophique : des salaires d'ouvriers d'entreprises d'État n'avaient pas été payés depuis six mois.

Il y avait plus de 30 % de la population au chômage. Il y avait déjà eu 800 morts dans la wilaya (préfecture), et le maquis des islamistes survivait, impuni, dans les forêts des monts de l'Ouarsenis, au nord de la ville. Lorsque la pression de la contestation sociale devenait trop forte, ce qui était le cas pendant que nous y étions – fronde syndicale, occupation des usines, réémergence des associations de femmes, de jeunes –, comme par hasard, les maquis descendaient sur la ville, tuaient quelques personnes, égorgeaient des troupeaux et des bergers. La peur faisait son effet. Les gens rentraient chez eux : on ne risque pas sa vie pour un salaire. Alors, seulement, l'armée intervenait. Le maquis se repliait. Jusqu'à la prochaine fois.

De la résistance passive à l'insurrection

La résistance, désarmée, atomisée, ne s'est pas incarnée jusqu'à présent dans une représentation politique susceptible de renverser le rapport de force. Du point de vue de la pensée, elle se rêve des lendemains laïques et démocratiques, avec une restauration des fonctions publiques de l'État, telle qu'elle est représentée dans la vulgate républicaine classique.

En dépit de différences d'appréhension sur le rôle de l'État dans l'économie de marché et le niveau de centralisme ou de décentralisation souhaitable dans l'organisation de la société, elle est largement d'accord sur la séparation du politique et du religieux (abolition de l'article 2 de la Constitution faisant de l'islam la religion d'État), l'abrogation du Code de la famille, la restauration de la transparence politique et sa prééminence par rapport au militaire, la reconnaissance des différences culturelles par un statut officiel de la langue berbère (tamazight) comme langue officielle et nationale. Ce qui peut nous apparaître élémentaire, en Europe, est tout à fait novateur et constitue une démarche radicale dans les pays du

Maghreb, et a fortiori dans les pays musulmans.

L'insurrection du printemps 2001 en Kabylie, et ce qui en perdure encore aujourd'hui malgré la répression, la manipulation, la volonté de pourrissement et la tentative de régionaliser le problème, en a considérablement développé le niveau. Très populaire, extrêmement suivie, et ayant fait tache d'huile dans d'autres wilayas (Boumerdes, Bouira, à un niveau moindre à Batna, à Annaba, à El-Harrouch dans la wilaya de Skikda) elle se pose, au grand dam du pouvoir, comme l'émergence d'un mouvement national, "garantie civile de l'affirmation citoyenne et de la démocratisation de la vie publique", revendiquant "la mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'État". Le mouvement, prenant en charge les revendications socio-économiques de la population, demande la création sur tout le territoire d'une allocation chômage aujourd'hui inexistante.

Autonomie, fédéralisme, transformation sociale et contestation globale

Le mouvement va, dans sa globalité, beaucoup plus loin que celui du printemps berbère de 1980. Il a conscience que le pouvoir et les coalitions islamo-baathistes 3 ont toujours réussi à marginaliser, à ghettoïser la Kabylie, y compris vis-à-vis des autres populations berbères (Chaouiés des Aurès, Mozabites de Ghardaïa, Touareg du sud). Il dépasse la simple revendication identitaire, reléguée au huitième point de la Plate-forme d'El-Kseur (plate-forme des revendications non négociables, qui fait référence absolue dans toute la Kabylie), et attaque le socle du pouvoir, sa légitimité. Il conteste le fait même qu'il puisse être en quoi que ce soit dans la filiation de la Guerre de libération nationale, interdisant au chef de l'État et aux ministres l'accession aux lieux historiques de la lutte de libération comme à Ifri Ouzellagen où est née la Charte de la Soummam.⁴

Le slogan : "Nous sommes des civils, ils sont des militaires, nous sommes à l'intérieur, ils sont à l'extérieur", reprend l'opposition entre les politiques (assassinés comme Abanne Ramdane) et les militaires, entre l'armée des maquis et l'armée des frontières qui a pris le pouvoir avec Ben Bella et Boumédienne. Il y a ici volonté de se réapproprier l'histoire algérienne et de dire à quel point l'histoire y est devenue raison d'État, captation privative d'un patrimoine humain face à des acteurs devenus sans mémoire.⁵

La revendication de la reconnaissance de la langue berbère est, pour le mouvement, partie prenante d'une exigence de transformation sociale, et non pas son élément déterminant. Quant à l'autonomie, elle n'est à l'ordre du jour que pour un petit noyau regroupé autour du chanteur Ferhat Mehenni, le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK). Elle ne l'est pas, en tout cas, pour le Mouvement des assemblées qui craint que le pouvoir ne morcelle les revendications et les vide de leur contenu, même au prix de grandes concessions linguistiques, voire en "kabylisant" complètement l'administration régionale, pour ne rien changer sur le fond.

Qui plus est, il ne pourrait y avoir d'autonomie de la Kabylie sans celle des autres régions, ce qui suppose à la fois une revendication conjointe, une réforme constitutionnelle (par qui ?), et sans que soit posé le problème de la répartition des richesses, la Kabylie étant une des régions les plus pauvres d'Algérie. L'autonomie et le fédéralisme peuvent avoir des significations très différentes ; elles ne tirent leur contenu, comme mode d'organisation, que du projet social global. C'est bien cela que pose le Mouvement des assemblées en s'opposant au MAK, conscient de ce que l'autonomie ne résoudrait ni le contenu ni la forme du pouvoir et pourrait même, au stade actuel, renforcer les féodalismes tribaux, familiaux et même religieux (marabouts).

Le Code d'honneur des délégués, sorte de règle de bonne conduite adopté à Assi Youssef en juillet 2001, spécifie que les délégués du mouvement s'engagent "à ne pas donner au mouvement une dimension régionaliste sous quelque forme que ce soit" (article 8).

La réflexion est quand même amorcée et, pour la première fois, le pouvoir algérien affirme que le sujet n'est plus tabou. La conscience post-jacobine conçoit qu'une nation puisse se constituer dans l'équilibre de l'un et du multiple. Mais elle peut tout à fait être ultra-libérale et antisociale. Elle peut être aussi culturaliste et anti-universaliste. Mais le Mouvement des assemblées va encore plus loin : dans la crise de la représentation politique, générale des deux côtés de la Méditerranée, il met en pratique une démocratie directe très exigeante, et l'exemplarité de son mode d'organisation correspond aux formes démocratiques de lutte les plus innovantes que le mouvement social ait créées en Europe au cours du XXème siècle.

L'expérimentation de la démocratie directe, force et difficultés

Que les moyens de lutte doivent correspondre aux finalités que l'on se donne, que la fin ne justifie pas les moyens, que la démocratie doive être un outil pédagogique pour ceux qui luttent, chacun étant toujours l'étudiant d'une liberté qui s'invente, voici le défi que s'est donné le mouvement. Le même Code d'honneur se garde explicitement des dérives bureaucratiques et politiciennes en interdisant à tout délégué "d'utiliser le mouvement à des fins partisans et de l'entraîner dans des compétitions électoralistes ou dans des options de prise de pouvoir" tout autant que "d'accepter un poste politique quelconque". Un document intitulé Structuration, organisation et fonctionnement formalise la démocratie directe.

Tout le pouvoir y est donné aux assemblées générales des villages et des quartiers qui ont elles-mêmes autonomie d'organisation et d'action. Elles se fédèrent en coordination de willaya, chaque unité de base envoyant deux représentants. Enfin, il y a une coordination inter-willaya. Les délégués des rencontres de la coordination ont un mandat strict de porte-parole de leur collectif de base et sont révocables à tout moment. La seule structure permanente est la commission de solidarité, dépourvue de tout pouvoir politique, dont le rôle exclusif est de recenser les blessés, d'assurer la collecte nationale et internationale des médicaments et, pour les cas d'extrême gravité (blessures lourdes par balle de guerre), d'en référer à une commission médicale indépendante constituée par des médecins. La coordination de willaya est chargée d'appliquer les décisions prises par l'assemblée des délégués. Ce sont des rencontres longues, difficiles et souvent lourdes et épuisantes car l'accord ne peut se faire qu'au consensus ou bien, en cas d'impasse, à la majorité des trois quarts.

La présidence est chargée d'assurer la continuité entre deux grands conclave et n'a pas de pouvoir décisionnel. C'est une "présidence tournante", c'est-à-dire qu'elle n'est jamais renouvelée et émane des villages qui accueillent la rencontre. C'est dire aussi qu'elle est décentralisée géographiquement. Cette présidence tournante est composée de deux membres de la présidence sortante, de deux membres de la présidence en exercice et de deux membres de la prochaine présidence. Ce collectif, outre qu'il génère ses propres garde-fous face aux dérives autoritaires ou personnelles, permet de gérer la rotation rapide des responsables (de quinze jours à deux mois) en gardant l'efficacité (transmission des compétences acquises sur les dossiers, et apprentissage en vue du futur mandat).

Cette organisation de bas en haut, qu'on pourrait qualifier de post-démocratique (au sens du mode de représentation communément appelé ainsi dans les États occidentaux) 6, est boudée par les notables kabyles et est considérée avec beaucoup de réserve, quand ce n'est pas avec une franche hostilité, par les partis politiques démocratiques. C'est évidemment leur légitimité qui est mise en cause : ni le FFS, ni le PT, ni le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) n'ont oublié que les émeutiers kabyles du printemps 2001 ont incendié leurs locaux, au même titre que ceux des partis du pouvoir, FLN ou RND (Rassemblement national démocratique – dit parti de l'administration – qui a servi d'appui à Bouteflika lors de sa candidature à la présidence de la République), honnis.

Le FFS, après avoir déclaré, par la bouche de son président Aït Ahmed, que ce mouvement était une création des services de sécurité (sic), a même promu de faux délégués (appelés délégués Taiwan) pour discuter avec le pouvoir. Et deux de ses élus ont même participé, à Tizi-Ouzou, à une cérémonie de décoration des gendarmes mis en quarantaine par la population.⁷

La démocratie directe est le principal facteur qui a permis au Mouvement des assemblées de Kabylie de résister à tous les coups de force et à toutes les manigances, de continuer à mobiliser massivement. Chacun en a une claire conscience même si des difficultés apparaissent. Par exemple, la démocratie directe est un mode lourd et lent quand il faut prendre des décisions urgentes. Le mécanisme du consensus au sein de l'assemblée générale, en ce qu'il suppose discussion, controverse, approfondissement des concepts et capacité d'écoute, est très productif dans le temps, il motive profondément et durablement, mais il est difficile à gérer dans l'urgence. On a même vu des délégués hostiles au mouvement (mais élus par la base dans leur village ou leur quartier) se référer à la démocratie directe pour empêcher que des décisions urgentes ne soient prises. Une autre contrainte est liée à la composante sociologique du mouvement, à ses pesanteurs, à ses traditions, que la démocratie directe reflète sans pouvoir toujours la modifier.

De la tradition à la subversion

Paradoxalement le Mouvement des assemblées reprend à son compte le nom des anciennes structures collectives traditionnelles, villageoises et féodales : les Aârouchs. Ceux-ci ont toujours permis aux Kabyles de réguler leur

fonctionnement, y compris dans la diaspora, et de se dispenser de trop de relations avec les pouvoirs occupants (turcs, français). Mais le Mouvement des assemblées en a complètement bouleversé la composante et les finalités. Ce n'est pas la première fois que les sociétés en crise de renouvellement se reposent sur des modes anciens d'organisation pour se propulser dans l'avenir. Il en fut ainsi en Ukraine en 1917 avec la commune rurale (le mir) ou en Catalogne (collectivités libertaires de 1936-1937). Cela faisait dire à Marx, en 1881, à propos de la Russie, que la transformation sociale ne pouvait aller sans "un retour des sociétés modernes à une forme supérieure d'un type "archaïque""(cité par Jaime Semprun dans son excellent ouvrage *Apologie pour l'insurrection algérienne* paru à l'Encyclopédie des nuisances).

L'archaïsme qui subsiste dans le mouvement est lié à la représentativité des femmes : elles en sont tout simplement absentes, alors qu'elles sont majoritaires dans le mouvement associatif et que tous les partis démocratiques ont mis en tête de leur programme l'égalité des droits et l'abrogation du Code de la famille. D'ailleurs, le rapport critique de l'inter-willaya de Tubirett-Imceddalen d'août 2001 notait, comme point faible, l'absence de l'élément féminin. Les militants et les délégués reconnaissent cette réalité et sont constamment interpellés sur elle. Ils récusent que cette absence soit exclusion volontaire. Nous le croyons. Ce qui est certain, c'est que les Aârouchs, mouvement populaire, à composante très rurale, qui tire sa légitimité de la rigueur d'un système électif "assembléiste", reflète la composante sociale de la Kabylie. Aucune femme ne se présenterait dans son village au suffrage des habitants. Si elle doit s'exprimer, elle ira manifester ou militer ailleurs que chez elle, là où il n'y a pas son père, ses frères ou ses oncles. C'est aussi un autre problème que la démocratie directe ne règle pas encore : celui du volontarisme politique.

L'avenir

Aujourd'hui, l'avenir apparaît bien sombre. L'Algérie ne s'est pas soulevée. Le pouvoir ne cède sur rien et se crispe sur la perpétuation de ses privilèges. L'islamisme, armé et légal, perdure, avec une arrogance renforcée par la Concorde civile décrétée par le président Bouteflika. L'armée refait son apparition en Kabylie pour protéger la gendarmerie et gérer sa sortie des casernes.⁸

La solidarité extérieure avec le mouvement des Aârouchs est rendue difficile :

monopole de l'information dans les médias lourds (Libération et le Monde) par une unique force politique algérienne ; extrême mauvaise conscience et fort refoulement de la gauche vis-à-vis de son passé colonialiste ; et enfin absence historique et durable de vision et d'engagement des mouvements révolutionnaires européens et euro-centristes à l'égard de l'Algérie en particulier et de l'Afrique en général.

Malgré tout, il y a fort à parier que c'est dans ce mouvement, et à partir de ce mouvement, que les nouvelles donnes politiques vont naître en Algérie. Cela mettra beaucoup ou peu de temps et coûtera peut-être encore beaucoup de vies. Mais comme le disait un homme très pondéré au cœur des émeutes de Tizi-Ouzou : "Nous sommes allés trop loin et avons eu beaucoup trop de morts pour revenir en arrière." Pendant ce temps, les jeunes émeutiers criaient : "Oulesh smah oulesh" (pas de pardon), "Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts."

Notes

1. Aârouchs : pluriel de aârch, à l'origine un ensemble de tribus. Dans la lutte actuelle, quand on évoque le terme "aârch", cela signifie les représentants d'un village (Tajmaâth ou Djema'a). Le nombre de représentants pour un village est proportionnel au nombre d'habitants. Cette structure communautaire, extrêmement ancienne, a pris un contenu absolument nouveau.

2. L'islamisme politique prône en économie une doctrine ultra-libérale : démantèlement radical de l'État, suppression des partis et des syndicats, charité comme mécanisme de répartition des richesses, etc. Dans la communauté musulmane, Dieu, au travers de sa révélation au Prophète, est le seul référent et le seul garant de la justice et de l'harmonie.

3. Islamo-baathiste : terme générique employé en Algérie avec une forte connotation critique qui fait référence au parti Baath au pouvoir en Irak ou en Syrie et à son alliance avec l'islamisme. Il synthétise tout ce que récuse l'actuel mouvement algérien : le panarabisme du FLN et le panislamisme des conservateurs.

4. La Soummam est la grande rivière qui traverse la Kabylie. Le 20 août 1956 se tient le premier congrès du FLN avec les délégués de toutes les régions d'Algérie.

5. Même la commémoration du quarantième anniversaire de la signature des accords d'Évian, le 19 mars, pose le problème de la légitimité du pouvoir, c'est-à-dire de la continuité de la filiation avec les combattants de la libération nationale.

6. Le mot démocratique est, sous la plume de l'auteur de cet article, lié au mode d'organisation parlementaire aujourd'hui contesté. Le mouvement social ne se fige pas dans cette forme. Il est précisément en train, au seuil du deuxième millénaire, de réinventer la dynamique de réappropriation du pouvoir des individus sur leur propre existence, qui a été celui de la démocratie, puis du socialisme, avec des fortunes diverses.

7. Le boycott des prochaines élections et la destruction des urnes auxquels appellent les Aârouchs suppose que ces partis, majoritaires en Kabylie, seront absents de l'Assemblée nationale et que la région n'aura aucune représentation lors de la prochaine législature.

8. Au début du mois de mars 2002, après des mois de silence, Bouteflika vient d'annoncer la constitutionalisation de la langue berbère (Tamazight) déjà décrétée langue nationale. C'est la seule revendication de la plate-forme d'El Kseur à laquelle le pouvoir accède. Comme par hasard, il sectorise les exigences dans le sens de la régionalisation en sachant pertinemment qu'en ayant l'air de céder, il remet un fruit empoisonné dans les mains de ses adversaires. Qui va maintenant unifier les multiples dialectes de Tamazight, dans quel cadre ? Même des islamistes radicaux comme Bjeballah se disent d'accord... à condition que la transcription du berbère se fasse en arabe !

Piqué sur : <http://www.plusloin.org/refractions>.

L'ALGÉRIE EST AU BORD DE L'ÉCLOSION

Par Mohammed Harbi et Nedjib Sisi Moussa (Le 11 mars 2019)

Le surgissement populaire du 22 février 2019 constitue une rupture majeure dans notre histoire comme dans celle du Maghreb. Il s'agit de la consolider et d'élargir le champ des possibles. Aujourd'hui, les Algériens ont remporté une première victoire.

- Notre tâche prioritaire est de tirer la leçon du soulèvement d'octobre 1988 [le 4 octobre des manifestations, avant tout de jeunes, éclatent à Alger; de la manifestation «on» passe à l'émeute; l'armée sort de sa «réserve»; le 7 les manifestations éclatent dans diverses villes du pays; les activistes islamistes montrent leur force et disposent de leaders ayant une audience comme Ali Benhadj; le président Chadli va déclarer la répression; le «camp» a toutes les peines à se structurer. Réd.] et d'éviter à nouveau le «détournement du fleuve», à savoir la confiscation de la souveraineté populaire qui est à l'origine de l'autoritarisme sous sa forme actuelle.

- Nous sommes devant une nouvelle crise du régime mais le peuple algérien a déjà tranché. Le FLN a vécu, le cinquième mandat aussi. L'annonce du président, ce 11 mars 2019, ne fait qu'entériner cet état de fait.

Ici et là, des alternatives politiques sont proposées par les démocrates au nom du changement. Mais les intérêts des classes populaires sont rarement pris en considération. Or, ce sont elles qui vivent le plus intensément l'humiliation, les abus du pouvoir et la répression, le mépris (la «Hogra»).

- Ces maux caractérisent tout le Maghreb. C'est pourquoi, après la révolution tunisienne et le mouvement du 20 février 2011 au Maroc, la situation algérienne résonne avec autant de force chez tous ceux qui aspirent à la dignité.

Sans céder à l'esprit de revanche, il nous faut prendre garde à ce que les anciens partisans du statu quo ne se rachètent pas une virginité au nom d'une transition qui renouerait insidieusement avec l'ancien régime et ses pratiques (corruption, clientélisme, prédation, etc.).

- La démocratie, que chacun revendique désormais à voix haute, est tout le contraire du consensus dont nous subissons les conséquences. Souvenons-nous qu'il a toujours constitué le cri de ralliement pour les classes dirigeantes.

Le souci d'établir des rapports égaux est à la base de la fraternité dont rêve le peuple. Mais pour lui donner de la consistance, il faut sortir de l'unanimité de façade qui constitue un frein à la décantation et au regroupement des forces populaires.

La république est à refonder, en rupture avec les tentations despotiques assimilées à la monarchie par les acteurs du surgissement populaire.

Les aspirations des classes laborieuses, dont les femmes et la jeunesse constituent les moteurs, doivent être affirmées dès à présent. Il faudra donc respecter leur autonomie d'organisation et d'action. Dans cette perspective, l'égalité des sexes est indiscutable.

Contrairement à l'idée selon laquelle les Algériennes et les Algériens se seraient réveillés le 22 février, les événements en cours sont en réalité le fruit d'un long processus nourri du combat des forces les plus déterminées et payé par elles au prix fort.

De nombreuses luttes sectorielles, qui ne se sont guère aventurées sur le terrain politique, ont été menées au cours de la dernière période, dans toutes les régions du pays.

Les concessions matérielles, faites par un gouvernement désireux d'acheter la paix sociale, ont été rattrapées par l'inflation et la cherté de la vie, ce qui souligne l'importance du mot d'ordre de grève générale pour dépasser la segmentation et se constituer en force indépendante.

- La main tendue des oligarques aux travailleurs est un marché de dupes et ne fait que perpétuer leur subordination à l'agenda néolibéral. Car ce sont les hommes d'affaires qui ont besoin des masses populaires pour faire pression sur le pouvoir afin de défendre leurs privilèges. En revanche, les chômeurs, les pauvres et les salariés n'ont pas besoin de s'appuyer sur les milliardaires pour affirmer leurs

propres objectifs.

Depuis 2012 au moins, s'est constituée dans l'ombre une clique comprenant les représentants de la politique en uniforme, le président et sa famille, ainsi que les affairistes. C'est ce groupe qui a soutenu l'appel à un quatrième mandat puis à un cinquième. Son arrogance est à l'origine du sursaut populaire.

- Soyons vigilants: l'épouvantail d'une ingérence de forces extérieures n'est pas crédible. Arrêtons de chercher le diable en dehors de nous. La crise oppose des forces sociales et politiques internes à l'Algérie.

L'aspiration à un changement radical s'est exprimée massivement et avec force dans les rues, faisant vaciller les tenants du régime. Pour la grande majorité de notre peuple, la quête de la liberté n'est pas séparable de celle de l'égalité.

Nous sommes aux côtés des classes populaires dans leur volonté de gérer elles-mêmes leurs propres affaires. Car il ne peut y avoir de démocratie réelle sans prise en compte de leurs aspirations spécifiques.

- Nous sommes partisans de l'auto-organisation des travailleurs, à travers la mise en place d'assemblées dans les quartiers, les villages et les villes, où les individus délibéreront de la prise en charge de tous les aspects de la vie quotidienne, sans la médiation de l'Etat ou des professionnels de la représentation.

Il s'agit d'aller le plus loin possible dans la remise en cause de l'ordre capitaliste, sécuritaire, patriarcal et religieux.

Notre pays a hérité de l'esprit de la hisba [«l'ordonnancement du bien et l'interdiction du mal»], la surveillance de tous par tous. Opposons-lui le respect de l'autonomie individuelle, la liberté de conscience, celle de disposer de son propre corps, de le mettre en mouvement et de se réapproprié tous ensemble l'espace public, comme l'ont fait, dans la joie, les Algériennes et les Algériens.

Le chemin qui mène à l'émancipation sociale est long mais il n'est pas d'autre voie pour réaliser l'épanouissement de chacun et de tous.

(<https://alencontre.org/afrique/algerie/lalgerie-est-au-bord-de-lecllosion.html>)

EN ALGÉRIE, « ON ASSISTE À UNE RECONQUÊTE POÉTIQUE DE LA RUE »

Paru dans CQFD n°175 (avril 2019)

Entretien avec Sarah Haidar, jeune écrivaine algérienne libertaire et féministe, souffleuse de braises ravie de voir le feu se propager.

Cet entretien est la version allongée d’une interview publiée dans le numéro 175 de CQFD, tout juste sorti en kiosques et dont le dossier est consacré à l’Algérie et à ce qui y bout.

Au moment de reposer *La Morsure du coquelicot*, le regard s’égare, scrute la pièce à la recherche d’une arme, d’une barricade, d’un poème Molotov. De ce roman balistique décrivant un pays en pleine insurrection, on voudrait prolonger la portée. Car l’insurrection qui s’y déroule a un aspect universel, magnétique. La faute à Sarah Haidar dont c’est le cinquième livre, et qui souffle de sa plume écorchée un zéphyr incandescent, hymne à « cette terre en éternelle gestation » qu’est l’Algérie. Sorti en 2016 à Alger, le livre a été publié en France en 2018 [1]. Comme un prélude à ce grand vent contestataire qui agite depuis quelques semaines les rues algériennes. Anarchiste revendiquée, Sarah Haidar est évidemment de la partie, elle qui court de manifestation en manifestation, l’espoir aux aguets. Réalisé mi-mars, cet entretien décrypte l’ébullition ambiante.

Vous revenez de votre quatrième vendredi de manifestation. En quoi diffèrait-il (ou pas) des précédents ?

« Depuis le 22 février, Alger, comme des dizaines d’autres villes du pays, vit au rythme d’une contestation dont le point d’orgue est le vendredi de chaque semaine. Pour cette journée du 15 mars, la différence réside peut-être dans cette impression qui n’a rien d’empirique d’une augmentation sensible du nombre de manifestants, d’une certaine “parité des sexes” dans la morphologie contestataire et d’une détermination accrue quant au refus catégorique des propositions du pouvoir en place dont on exige la disparition. La différence fondamentale consiste également en un certain assouplissement des pratiques des forces de l’ordre, lié sans doute au fait que la plupart des manifestants évitent les cibles sensibles (le palais présidentiel, le palais du gouvernement, le Conseil constitutionnel). Les violences policières n’ont pas entièrement disparu pour autant : hier, les secouristes bénévoles et les pompiers s’affairaient à soigner quelques blessés.

Enfin, j’ai remarqué récemment que des appels se multiplient sur les réseaux

sociaux pour “déléguer” un groupe de représentants du mouvement, ce qui serait à mon avis une dramatique erreur car il est beaucoup plus facile d’infiltrer, affaiblir, diviser, corrompre, voire briser une révolte quand elle est prise en main par une poignée de personnes chargées de négocier avec le système en place. »

Malgré la répression terrible qui est au cœur du roman, *La Morsure du coquelicot* associe l’insurrection à une certaine sensualité, à un réveil de corps et d’imaginaires jusqu’ici engourdis – « l’essence strictement lyrique de [notre] insurrection ». C’est quelque chose que vous retrouvez dans ces manifestations ?

« Le contexte est complètement différent. *La Morsure du coquelicot* est une fiction d’anticipation qui relate une insurrection venue comme une réaction de survie face à une dictature sanguinaire et sadique. Mais il est vrai que depuis le 22 février, j’ai l’impression qu’on a renoué avec une sensualité politique dont on avait oublié le goût : occuper un espace public, jadis corps-tabou, plaisir interdit, sanctuaire réservé à une police omniprésente et à des passants mélancoliques et fatigués. Aujourd’hui, on assiste en effet à une reconquête poétique de la rue, comme quand on découvre son propre corps et ses talents pour la jouissance après des décennies d’apprentissage de la pudibonderie et de la chasteté ! »

Il y a un gouffre entre les samedis « Gilets jaunes » et les vendredis algériens, que ce soit dans l’action ou dans la répression. Qu’est-ce qui explique ce relatif pacifisme des manifestants ?

« Il s’agit là encore d’une généalogie contestataire complètement différente. Je n’ai jamais cru aux distinctions fondamentales que beaucoup établissent entre ces pseudo-“États de droit” tels que la France et les États policiers comme l’Algérie. Le fait est que la nature du pouvoir et la culture de la répression sont les mêmes chez les deux modèles. La différence est seulement de façade : l’État français n’a pas hésité à recourir à une répression féroce dès que la contestation est devenue une menace à l’ordre ultralibéral et déshumanisant qui humilie, asservit et assassine des centaines de milliers de personnes depuis des décennies et qui atteint son paroxysme avec le système Macron. Cette violence structurelle suscite et justifie la violence des manifestants, et notamment les Black Blocs qui ont compris depuis longtemps la nature brutale du système et la nécessité de lui répondre avec son propre langage.

En Algérie, il est clair que le caractère pacifique du mouvement du 22 février semble, lui aussi, constituer une réponse à un système qui a toujours instrumentalisé la violence à son profit afin de décrédibiliser toute velléité de contestation et imposer un ordre policier et liberticide. Or, ces millions d’Algériens qui sortent chaque vendredi veulent démontrer au pouvoir en place, mais aussi au

reste du monde, qu'ils ont affaire à une société politisée, consciente, lucide et désireuse d'une transition sans trop de dégâts.

Cela dit, cette démarche pacifiste ne doit pas nous contraindre à criminaliser ou exclure ces quelques centaines de jeunes manifestants, issus pour la plupart des quartiers populaires, qui mettent un point d'honneur à atteindre le palais présidentiel (cible initiale des manifestations avant qu'elle ne soit abandonnée par la majorité des marcheurs) et qui sont systématiquement réprimés par les forces anti-émeutes, faisant de nombreux blessés et un mort. Il faut comprendre que ces jeunes étaient et sont encore aux avant-postes de la protestation ; je dirais même qu'ils en sont les pionniers. Car le 22 février, la morphologie de la manifestation était totalement différente de ce que vous pouvez voir aujourd'hui sur les images d'Épinal : quand la classe moyenne, les intellectuels et les "belles gueules" hésitaient encore à rejoindre le mouvement, ils sont sortis, eux, sans savoir s'ils allaient rentrer vivants !

Ce sont des personnes qui, pour la plupart, subissent depuis vingt ans cette violence structurelle dont je parlais plus haut. Un d'entre eux m'avait dit lors de l'émeute du 1er mars dernier : "Aussi loin que remontent mes souvenirs, je suis harcelé par la police sous n'importe quel prétexte : assis au pied de mon immeuble avec mes potes, sortant du stade, marchant dans la rue la nuit, etc. Fouilles au corps, contrôles d'identité, réprimandes et insultes sont systématiques !".

Comment oserais-je alors, moi qui n'ai jamais connu ce quotidien fait d'humiliations et de délits de faciès et de jeunesse, donner des leçons à ces personnes ? Plutôt que de les blâmer et de leur accoler les pires épithètes d'un mépris de classe intériorisé, il faut juste se mettre à leur place et saisir enfin le sens profond, concret et épidermique du mot "indignation" ! »

Outre la récupération politicienne, qu'est-ce qui pourrait mettre en péril le mouvement ?

« Comme dans toute rupture avec un ordre établi, les scénarios sont multiples. Les réactions du pouvoir en place renseignent en tout cas sur sa ferme intention de se maintenir, ce qui était prévisible malgré l'optimisme excessif qui a dominé les esprits lors des premières marches. Par ailleurs, il me semble que le péril principal qui guette le mouvement est malheureusement le même qui a fini par défigurer toutes les révoltes justes de l'Histoire récente : un simulacre de changement traduit cependant par la reproduction d'un même système de domination, d'exploitation et d'oppression. Toutes les figures que les uns et les autres proposent pour mener la transition et incarner l'Algérie de demain ne m'inspirent que méfiance et

désenchantement : ce ne sont ni plus ni moins que des femmes et hommes politiques ambitieux qui n'ont aucune intention de remettre en cause l'origine du problème : la démocratie verticale.

Or, le mouvement est l'incarnation même d'une capacité d'organisation et de gestion horizontales, d'une possibilité extraordinaire de démocratie directe. Pourquoi alors confier la victoire (si victoire il y aura) à un énième groupe dominant qui, même s'il recourt à la cosmétique occidentale d'une pseudo-démocratie (liberté de rassemblement, liberté d'expression, État de droit, etc.), s'inscrira toujours dans une logique autoritaire ? – c'est-à-dire : la gouvernance ! »

« Mon pays est une simple hypothèse [...]. C'était le lieu de tous les possibles, une folie lyrique, un cauchemar fabuleux », écrivez-vous dans *La Morsure du coquelicot*. Et pourtant, vous ne nommez jamais ce « pays ». Pourquoi ne pas donner ces repères alors même que le livre contient de nombreuses références à la Kabylie et à l'Algérie ? Est-ce une volonté d'universaliser l'insurrection décrite ? De refuser l'assignation géographique et culturelle ?

« En effet, j'ai toujours considéré que l'assignation géographique en littérature brime l'imaginaire et la liberté de l'auteur mais aussi ceux du lecteur. Il y a quelque chose d'inutile, voire d'inutilement pédagogique, dans la volonté de donner une identité nationale à un roman. Tous mes écrits témoignent de ce désir apatride, et *La Morsure du coquelicot* me paraît, probablement plus que les autres, le texte où il ne faut surtout pas s'enfermer dans le conjoncturel et le territorial. J'éprouve évidemment un certain plaisir à distiller des indices qui renvoient à un contexte local mais sans jamais en faire le cadre exclusif du roman. Par ailleurs, il me semble que le cœur du propos n'est autre que ce désir libidinal, vital et incontrôlable de liberté face à un Pouvoir politique et à un ordre social dont on a compris qu'ils s'érigent et se renforcent sur les ruines de nos corps et de nos consciences. Cette situation concerne malheureusement la plupart d'entre nous, qu'on soit Algérien, Français, Malgache ou Japonais ! »

Il y a une violence dans votre écriture, qui n'a rien de complaisante. Virgules en trombe [2] par exemple est parfois difficilement soutenable. Idem pour les scènes de torture dans *La Morsure du coquelicot*. C'est une manière d'éviter la facilité ? De se confronter au pire pour pouvoir envisager le meilleur en négatif ?

« Il est difficile pour moi d'analyser ce parti pris pour la violence sans tomber dans l'intellectualisation ou la rationalisation à deux balles ! Lorsque j'écris, il s'enclenche quelque chose de parfaitement épidermique, irrationnel et sanguin en moi. Je n'envisage pas l'écriture en dehors de cette bataille amoureuse avec les mots,

le sens et les sens. Évidemment, je pense que beaucoup de choses s'extirpent de mon inconscient et de mon ADN traumatique individuels et collectifs et viennent se greffer à une écriture qui se veut déjà amoralisée et marginale. Et puis, il me paraît essentiel pour un écrivain d'explorer le sous-terrain, les choses dissimulées, exclues, par on ne sait quelles lois tacites, du domaine du beau et de la création.

Enfin, j'aime aussi ce huis clos tendu avec un lecteur inconnu où chacun de nous, dans la complicité, la honte et le plaisir, apprend à interroger ses recoins les plus sombres et à ressentir de l'empathie, voire de la fraternité, envers les "monstres" qui peuplent mes romans. »

J'ai l'impression que vous ne différenciez pas littérature et politique, que dans vos livres ces deux domaines s'inscrivent dans une même pulsion primale, ramenée au corps, aux tripes, à l'élan vital. C'est assez rare, non ? Et ça m'interroge : qu'est-ce qui vous a poussée à écrire, au début ? Une pulsion politique ou poétique ?

« Pour tout vous dire, je n'ai jamais ressenti la nécessité de labelliser mes écrits ou d'en définir la nature profonde. Je sais seulement que ce caractère pulsionnel, primal et charnel a toujours représenté pour moi la qualité intrinsèque de l'écriture qui s'émancipe ainsi des codes et "règles" établis par une logique commerciale ou récréative.

Quant à la présence du politique, elle est beaucoup plus caractéristique dans *La Morsure du coquelicot* puisque le propos y est essentiellement libertaire, mais il était hors de question pour moi de verser dans une écriture tractée ou un discours direct (tueurs de littérature). La politique devait donc s'élever au rang du poème et, en même temps, plonger dans les tréfonds du drame humain afin de mériter son entrée dans le roman. Ce qui m'amène à vous répondre que la pulsion première qui m'a poussée vers l'écriture était évidemment poétique. »

Propos recueillis par Émilien Bernard

[1] Paru en 2018 aux éditions Métaphores, le livre *La Morsure du coquelicot* est republié cette année par les éditions Blast.

[2] Sorti en 2013 en Algérie, ce texte a été republié fin 2018 par les amanches de Libertalia.

ALGÉRIE ; RÉVOLUTION DU "SOURIRE": PAROLES D'INTELLECTUELS
ALGÉRIENS MILITANTS

25 mai 2019

Par Nadia AGSOUS

Blog : Le blog de Nadia AGSOUS

Nous reproduisons ici des extraits d'un interview de Rachid Oulebsir, écrivain, romancier, poète, éditeur, journaliste et militant, mais qui n'est pas anarchiste (ce qui rend ses descriptions de la situation d'autant plus intéressante qu'on ne peut le soupçonner de filtre idéologique). Ces extraits nous ont semblé intéressant car ils éclairent sur la nature du mouvement dans la ville de Béjaïa (ville située à l'est d'Alger) , et notamment sur ces caractéristiques d'auto-organisation.

Nadia Agsous : Comment qualifiez-vous ce mouvement au moment de son avènement et trois mois plus tard ?

Rachid Oulebsir : Le mouvement a surpris tout le monde de par sa fulgurance et sa globalité au point où j'ai pensé qu'il y avait quelqu'un derrière. Je n'étais sans doute pas le seul à voir une force souterraine qui aurait planifié et provoqué cette sortie du peuple sur l'espace public. Force est de croire que quand bien même cette force aurait existé, elle fut dépassée, broyée et pilée par les millions de marcheurs dans les 48 wilayas du pays. En fait, nous n'avons pas prêté attention aux premières gouttes de pluies qui annonçaient l'orage. Les analystes des médias et l'élite citadine ont pour culture, de regarder beaucoup plus vers le haut que vers le bas. Nous étions occupés à suivre les péripéties dramatiques de la Famille régnante. Dans la semaine qui précéda le 22 février, il y eut à Kherrata, (Bejaïa) une manifestation populaire aux slogans politiques et non à caractère social comme de coutume, des heurts dans les villes de Jijel et Bordj Bou Arreridj. Il y eut auparavant des arrestations de citoyens à l'ouest du pays qui dénonçaient le 5^{ème} mandat. Pris de court et d'une mégalomanie insupportable , le Pouvoir a exprimé , avec le maintien du 5^{ème} mandat de Bouteflika, l'humiliation de trop. Les citoyens d'Alger longtemps interdits de manifestation ont brisé le cocon fissuré. Ce fut la renaissance de la souveraineté populaire sur l'espace public.

N. A. : Le mouvement populaire que l'on désigne sous le nom du Hirak, est-il dans une impasse ?

R. O. : Après 13 semaines de marches grandioses, le mouvement a réussi quelques exploits, notamment de demeurer pacifique et inclusif, et d'avoir mis à nu l'architecture clanique du pouvoir militaire déclenchant une bataille mortelle entre

les deux principaux clans de l'Armée et leurs cercles clientélistes civils. Sur le plan du symbole, voir les principales têtes de l'oligarchie trainées devant les tribunaux, chose inimaginable il y a 3 mois à peine, fait partie des premières victoires de l'insurrection populaire, même si, de nature sceptique, l'algérien croit à une pièce de théâtre de mauvais goût. Le mouvement a dénudé le Pouvoir militaire réel de ses oripeaux civils apparents.

Trois mois après, le mouvement est en bonne santé. Il est demeuré pacifique, mobilisateur, innovant dans ses mots d'ordre, sans cesse actualisés au rythme des mutations spectaculaires du pouvoir, avec la barre des exigences très haute autour du Slogan Pivot "Système Dégagé". Nous ressentons le besoin de passer à autre chose tout en gardant jalousement le caractère global et horizontal du mouvement populaire. "Place au débat", semble être le mot d'ordre partagé dans le pays. Effectivement, tout en gardant la mobilisation intacte, tous les vendredis, des débats citoyens participatifs sont tenus sur la place publique, dans les salles et dans toutes les agoras civiles, notamment dans les villes et les gros bourgs. Non, le mouvement n'est pas dans l'impasse, mais dans la réflexion, l'interrogation et l'échange.

N. A. : La ville de Bejaia s'est activement investie dans le Hirak. Qu'est ce qu'y passe exactement ?

R. O. : Lors de la première marche du 22 février, les partis satellites du pouvoir ont tenté de freiner l'élan en utilisant maints subterfuges, comme l'horaire du départ de la procession après la prière du vendredi, et autres sorties misogynes comme "Les femmes ne sont pas concernées". Mais l'instinct de révolte était plus fort, tous ces parasites avaient été balayés par l'unité de la population, hommes, femmes jeunes et vieux. Il y eut même dans les mosquées une rébellion contre le discours officiel de l'Imam, les «prieurs» ayant refusé de l'écouter, sortant pour rejoindre le Hirak. Dans les principaux bourgs : Amizour, Akbou, Sidi Aich, les marches étaient également hebdomadaires dès le début sous la houlette du mouvement associatif, avant d'adopter une stratégie de marche dans les deux gros bourgs Bgayet (Béjaia) et Akbou, pour éviter «le Localisme» et l'esprit villageois contreproductif.

Lors de la dernière semaine, les marches étaient suivies de débats nocturnes (pour cause de ramadan). Il y a à Bejaia au moins 5 groupes qui se réunissent chacun de son côté avec quasiment le même ordre du jour : «Lecture des événements et réflexion sur la transition démocratique». A noter que l'Université s'est tôt mobilisée, s'ouvrant sur la société civile en créant un comité de suivi du Mouvement. Ce comité composé de représentants d'étudiants, de professeurs et de

travailleurs de l'université a institué un forum citoyen où les débats sont organisés autour d'interventions, et de conférences d'intellectuels engagés pour le Hirak, venus de tout le pays, en plus des profils en vue dans la région. Les cafés littéraires ont investi le champ politique, mettant leurs espaces, leur organisation, à disposition du débat citoyen.

N. A. : Quel est votre point de vue sur ce mouvement, et comment pourrait-il s'organiser ?

R. O. : Dans la région de Kabylie, en général, et Bejaia en particulier, l'expérience traumatique des Archs (tribus en kabyle) de 2001 et la répression subie (127 morts parmi les manifestants), est encore dans les mémoires . Le résultat de la structuration du mouvement fut sa récupération par l'Etat et son retournement contre ses premiers objectifs. Pour le moment, la structuration verticale est écartée. Toute l'énergie est consacrée au maintien de la mobilisation populaire. On a fait place au débat. On échange, on écoute, on recherche l'avis du militant expérimenté, de l'intellectuel, de l'homme politique «propre». Les citoyens publient régulièrement dans les médias des contributions d'un intérêt certain qui alimentent la discussion ambiante. Du côté des partis de l'opposition, une sorte de «renaissance» «est perceptible», des militants mis sur le ban de leur partis respectifs tentent de revenir sur le devant de la scène avec des groupes de réflexion. La population attend beaucoup de l'élite mais lui refuse pour le moment un quelconque leadership sur le mouvement. Le mouvement est donc en mutation douce. Des meneurs commencent néanmoins à émerger par quartiers, par zones. Des réseaux de l'opposition longtemps marginalisés par leurs formation politique reprennent l'initiative et structurent les débats, leur expérience de la gestion des foules et de l'orientation du discours commence à se faire sentir. L'idée d'une conférence régionale de la Kabylie fait son chemin. La première rencontre importante entre les intellectuels et les politiciens de la région eut lieu à Taqerbouzt en 2011 .Un document avait capitalisé alors la réflexion plurielle de la diversité politique. Ce fut la seule après le fameux séminaire de Yakouren, et les houleuses réunions du temps des aouchs («mouvement citoyen des Aarchs»qui a vu le jour, en 2001,durant la période du Printemps noir en Kabylie).

N. A. : Sur votre page Facebook vous avez publié un post intitulé «traduire politiquement les slogans populaires». Comment expliquez-vous ce post ?

R. O. : L'ensemble de ces slogans constitue le tableau de bord du mouvement. Nous y lisons tous les indicateurs de la nature de l'insurrection et pouvons établir sa traçabilité. La traduction de ces mots d'ordre en projet de société dans les standards

universels de l'Etat de droit, est un devoir pour l'intellectuel engagé avec le Hirak. Autour du slogan pivot « Système Dégage», il y a une pensée qui exprime les besoins populaires. C'est via ces slogans que la population "Dialogue" avec les décideurs militaires qui ne cachent plus leur apparition au devant de la scène politique depuis la chute de A.Bouteflika. Nous avons connu les slogans des tenants de la théocratie des années 90 « Djazayer, Dawla Islamiya» (l'Algérie, Etat islamique) et «Alayha nahya , Alayha namout»(expression qui dénote l'idée de sacrifice pour la Dawla Islamiya) qui traduisaient alors le projet de société islamique . De nos jours «Djazayer Hora Dimokratiya» (L'Algérie libre et démocratique), exprime le besoin de démocratie et de liberté. «Blad Bladna ,ou ndirou rayna» (le pays nous appartient et nous en ferons ce que nous voudrions), en appelle à la reconquête de la souveraineté populaire. A chaque slogan, son sens apparent et l'imaginaire auquel il renvoie. Nous pouvons suivre l'évolution de ces slogans et détecter la tendance lourde qui unit le mouvement. L'apparition de crédos "localistes" et la résurgence de mots d'ordre islamistes et arabo-baathistes, ou encore des idées hostiles à la femme, donne à lire que le mouvement n'est pas à l'abri d'une contre révolution, ou d'une "révolution à Blanc".

N. A.: Comment s'organise le mouvement dans les villages aux alentours de Bejaia ?

R. O. : La région de la Soummam est connue pour sa riche tradition du débat citoyen. Ce sont les associations culturelles et les comités de villages qui prennent en charge les débats participatifs, autour de communications et de conférences animées par des figures politiques connues pour leur opposition au système. Pour ne pas émietter la mobilisation et garder l'horizontalité du mouvement deux gros bourgs reçoivent la population des villages pour les marches du vendredi. Il s'agit d'Akbou pour la Haute Soummam et de Bejaia pour la basse Soummam, la Côte du Sahel, la Côte Ouest et l'Akfadou. Par ailleurs les étudiants et les corporations ont chacune un jour de marche dans la grande ville dans la semaine. Le mardi ce sont les étudiants et les professeurs qui occupent la rue.

ANNEXES

LA RUMEUR DE LA CASBAH [1998]

ARTICLE DU COMBAT SYNDICALISTE ÉTÉ 1998

mardi 22 avril 2003

Algérie : En Algérie, dans cette sale guerre qui ne veut pas dire son nom, il y a des rumeurs qui courent. Et la rumeur, c'est aussi une stratégie de guerre. Mais toutes les rumeurs n'ont pas la même destinée.

Certaines sont amplifiées. Médiatisées et d'autres passées sous silence, transmises seulement de bouche à oreille entre copains, entre gens de quartiers, lorsqu'on se connaît, lorsqu'on est presque sûr.. Il en est justement une qui m'est parvenue par des copains algériens de passage en France.

Ca se passe à la Casbah, haut lieu de combat pendant la guerre de libération. Son architecture lui confère certaines particularités. Si on n'est pas du coin, on s'y perd dans ses ruelles en labyrinthes. Mais si on est du coin, et si la population vous soutient, alors la casbah offre mille possibilités de se planquer et de disparaître par les terrasses, si jamais on est poursuivi.

Fief islamiste ayant voté majoritairement FIS lors des fameuses législatives de 1992, le quartier est sous haute surveillance militaire et policière depuis 94. La zone est quadrillée 24 heures sur 24, et les habitants sont systématiquement contrôlés et fouillés à l'entrée et à la sortie. Pourtant, les islamistes et leurs branches armées sont restés dans la casbah, de plus en plus actifs. Les attentats à la bombe contre les conunisariats, les assassinats de flics, les sabotages... étaient monnaie courante. Les quadrillages et les opérations de police n'avaient que peu d'impact sur l'activité des islamistes.

Et là, justement, mes copains me racontent -ce qu'on n'entend jamais par ailleurs- qu'à la casbah, comme dans beaucoup d'autres coins "chauds" (Ben talha, Shaoula, Blida, Médéa ...) les islamistes oeuvrait avec la complicité de la population. Les gens s'organisaient en assemblées générales, constituées aussi bien de la population

civile que des intégristes. On y décidait collectivement des actions à mener..

Mais depuis 1996, la situation a changé. L'armée a réussi à "nettoyer" le quartier, alors qu'elle en était incapable entre 94 et 95. Le nombre d'attentats et de meurtres dans la casbah a considérablement chuté. Il y a bien sûr, la mise en place d'un système de lutte contre la guérilla urbaine de plus en plus perfectionné, ayant pour objectif d'éradiquer les intégristes, mais aussi de terroriser la population entière et l'obliger par la peur à changer de camp. Mais, une des raisons que mes amis avancent, et qui leur semble tout à fait essentielle, serait que la population s'est désolidarisée du mouvement intégriste, à partir du moment où ce dernier n'a plus respecté les décisions prises en A.G., concernant notamment le rejet des assassinats de civils et de commerçants qui refusaient de se faire racketter (dont une famille entière de Mozabites)...

Tant qu'il s'agissait de porter atteinte à l'appareil de l'état et à ses représentants, la population était solidaire ; elle n'a pas accepté que la branche dure du F.I.S. fasse passer ses propres "valeurs", sa propre logique avant la sienne. Ce n'est peut-être qu'une rumeur comme les autres, c'est possible. Mais de celles qui sont tues. Elles ne sont pas dans l'ordre des choses dans un pays où les militaires font régner leur conception très particulière de la démocratie. Et pourtant, elle pourrait bien être éclairante sur les relations (réelles ou supposés) des algériens avec les intégristes, puisqu'elle casserait la légende entretenue par certains médias d'un "peuple d'intégristes".

Fadila

L'AUTRE FACE DE LA GUERRE : ARGENT, PROFIT, EXPLOITATION, PILLAGE (1998)

mercredi 5 décembre 2001

L'Algérie est en guerre depuis sept ans. Totalitarisme d'état contre totalitarisme religieux. Le nombre de morts donne par les croque-morts officiels est de 500 000.

Sept ans de luttes de pouvoir entre des clans ! 200 morts par jour Et cela ne s'arrêtera pas tant que l'appropriation des biens, de tous les biens, par une clique ou

l'autre ne sera pas realisee. Apres cela, la guerre se terminera peut-etre, a moins qu'un soulèvement social ne se produise, tant est immense le delabrement des conditions de vie du peuple. Derriere cette guerre, qui s'habille de democratie ou d'islamisme, se cache un cynique depeçage de l'Algerie. Et cela, les medias prennent soin de ne jamais en parler. Alors, de retour d'Alger et de quelques villes du sud, je veux denoncer l'autre face de cette guerre, celle de l'argent, du profit, de l'exploitation, du pillage.

Grace a cette guerre, le FMI (Fonds monetaire international) met en place en toute tranquillite un plan de restructuration qui consiste a liberaliser le marche, privatiser les entreprises, licencier les travailleurs (70 000 licenciements en quatre ans). Sous Boumediene et consorts, grace aux ressources energetiques du pays (gaz, petrole), le peuple, s'il n'avait pas droit a l'opulence du clan au pouvoir, ne mourait pas de faim. L'etat subventionnait tous les produits d'importation de premiere necessite, l'ecole etait reellement gratuite, ainsi que la sante. Le khalife Boumediene et sa cohorte de militaires regnaient en peres et maitres, sans instabilite politique, sans soulèvements sociaux. A l'heure de la mondialisation, cette lutte de pouvoir etait certainement la bienvenue. Rien n'est autant inhibiteur que la peur. "La terreur rend les peuples muets", bien des dictateurs vous le diront. Grace a cette guerre, des concessions petrolieres ont ete cedees aux capitalistes americains, allemands, canadiens, francais et Italiens. Dans ces sites, pas un attentat, pas un faux barrage, pas une boucherie, pas un carnage. Le petrole et le gaz coulent a flots. La surveillance est infaillible. Les Americains ont amene dans leurs bagages leurs propres chiens de garde. Aucun civil ne peut y penetrer sans un sauf-conduit. "Un pays dans le pays." On a decouvert des gisements d'or dans le Sahara central. Une entreprise d'exploitation a deja ete mise en place en partenariat avec les Sud-africains. Durant l'hiver 1998-99, une equipe d'Americains, de Canadiens et d'Australiens a ete invitee par les autorites algeriennes pour la visite d'autres sites et pour la negociation des concessions futures. Il parait que ceux-la sont plus gourmands et ne veulent pas des traditionnels 49 % des parts de l'entreprise, mais 50 %.

Grace a cette guerre, des militaires et des representants de l'etat se sont accapares tous les gros marches (pharmaceutique, immobilier, cafe, sucre, bananes), et la societe nationale de production de medicaments (ENPHARM), apres avoir ete coulee par cette clique, a ete mise en Bourse en fevrier 1999, les gros actionnaires etant toujours les memes militaires et politicards.

Grace a cette guerre, les multinationales, Coca-Cola, Daewoo, se sont enfin implantees en Algerie.

Grace a cette guerre, et avec l'aide du FMI, l'inflation a atteint des proportions insupportables pour la plupart des gens. Et ce n'est pas fini, ce n'est que le debut. La misere s'est installee partout. Il n'existe plus de classe moyenne. Il y a les riches, les tres riches, il y a les moyennement pauvres et il y a les totalement demunis. Le fosse entre riches et pauvres se creuse a une allure vertigineuse.

En effet comment peut-on-s'en sortir lorsque le salaire d'un smicard est de 5 000 dinars, celui d'un cadre moyen de 15 000 dinars, alors que la baguette de pain coûte 9 dinars, le litre de lait 22, le kilo de semoule 40, le kilo de riz 60, les pâtes 70, les legumes secs entre 50 et 80, le kilo de viande 500, les crevettes entre 500 et 1 000, le poulet 150, la sardine (le poisson des pauvres dans les années 70-80) 70, et l'oeuf 6 dinars ? Comment peut-on se soigner lorsqu'une ordonnance medicale des plus banales (les soins pour une grippe ou une angine) revient au bas mot a 1 000 dinars et que la securite sociale n'en rembourse que 20 a 40 % ? Une amie medecin m'a dit que les gens n'achetaient plus que les medicaments les plus "necessaires". Pour le reste, "prends ton mal en patience !" Comme l'etat se desengage de plus en plus de tous les services publics (sante, education, logement, emploi), il y a aussi le probleme dramatique du logement qui n'a fait qu'empirer depuis la guerre. Avec la privatisation et la liberalisation du marche, les prix des loyers se sont envolés ! Pour un F2 dans la banlieue pauvre d'Alger, on paie entre 8 000 et 13 000 dinars par mois. Certaines agences font des contrats d'un an renouvelables et exigent le prix d'une annee de loyer d'avance

Pour s'en sortir, il reste encore le reseau familial, quand les enfants sont en age de travailler, et s'ils arrivent a décrocher un boulot. Sinon, il reste le systeme D. Dans tout Alger, il y a des jeunes qui vendent des cigarettes au detail parce que les gens ne peuvent plus se permettre de s'acheter un paquet entier. Il y a la vente a la sauvette de tout et de rien (bien sûr des articles d'importation). Il y a ces vieilles femmes et ces petits enfants qui vendent, autour des marches Closel et Messonier, du pain, du couscous, des bricoles. Il y a la mendicite, qui, en quatre ans, s'est repandue partout dans Alger. Des enfants entre 8 et 12 ans, des vieux, des vieilles femmes qui arpentent les rues a longueur de journee, qui rentrent dans les

magasins, les restos, les agences de voyage et a qui on n'a pas encore le courage de dire d'aller mendier dehors. Il y a aussi ceux qui ont pete les plombs, les "fous", de plus en plus nombreux, qui errent en gueulant en parlant, en tenant des discours politiques pas si incohérents qu'on pourrait le penser.

Et tout cela n'est que le debut, le pire n'est pas encore arrive. Il reste encore au pouvoir a s'accaparer le foncier. Les textes relatifs a la privatisation des terres sont ficeles. Mais qui en seront les beneficiaires ?

Les fellahs, qui ont travaille ces terres pendant la periode de la revolution agraire avec le slogan "la terre est a celui qui la travaille" ? Les anciens proprietaires d'avant la guerre d'indépendance (puisque, a cette époque, le systeme social etait de type "tribal" et que les terres communautaires appartenaient aux tribus) ? Ou les grosses fortunes liees au pouvoir (militaires et autres mafias) ? Il faut peut-être souligner ici que le fameux "triangle de la mort", comme la presse occidentale le nomme, n'est rien d'autre que la grande plaine de la Mitidja : les terres les plus fertiles d'Algerie. Est-ce une tactique de la guerre économique qui consiste par la terreur et les massacres de familles entieres a vider ces terres de ses occupants pour faciliter leur appropriation par ceux qui sont en train de se partager le pays ?

Ce qui se cache derriere cette guerre, comme derriere toutes les autres, d'ailleurs (la guerre du Golfe, le Kosovo, le Rwanda, la Palestine occupee), ce sont des interets économiques et des enjeux geostrategiques. Un nouveau partage du monde est en train de se faire, avec une lutte acharnee entre Americains et Europeens. Les peuples peuvent crever, de bombes, de coups de sabre ou de faim (30 millions de personnes meurent chaque annee de faim Voila le plus grand des genocides de notre siecle, mais cela leur importe peu. Ce qui les interesse, c'est d'établir leur nouvel ordre policier et économique, avec la complicité des gouvernants sur place, qu'ils soient fachos, integristes ou totalitaires, et la collaboration active des medias, qui taisent tout cela consciemment.

Je voudrais terminer par une phrase que m'a dite un ami d'Alger. "Plus que tout c'est le tissu social, la solidarite, la convivialite, la chaleur, le sens de l'hospitalite que l'on est en train de detruire.". Et, quand ce sera totalement fait, ils auront reussi leur coup. Chacun ne pensera qu'a sa peau pour sortir de la galere. Nous deviendrons des individualistes. Et l'individualisme est l'une des bases

fondamentales du capitalisme.

Fadila

L'AUTRE ALGERIE : CELLE DES LUTTES SOCIALES (SEPT 1999)

mercredi 5 décembre 2001

L'Algérie est toujours en guerre. L'Armée, les Affairistes de la politique et les Intégristes de tous poils continuent de prendre la population en otage, de pratiquer le meurtre et la terreur. Dans ce climat de peur et d'oppression, des syndicalistes se battent pour défendre encore un espace de liberté et des conditions de vie décentes. L'un a écrit au C.S. pour parler des luttes dans le domaine de l'éducation. Bien que nous ne partagions pas toutes ces analyses sur le rôle du syndicalisme et ces modes d'action, nous publions sa lettre car elle parle d'une Algérie inconnue des grands médias et de luttes gardées sous silence...

ALGERIE : LUTTES SOCIALES

Le conflit CNES (Conseil National des Enseignants du Supérieur) – MESRS (Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique) dure depuis 1991, toujours autour de revendications salariales principalement. En novembre 1991 déjà, les enseignants universitaires étaient sortis dans la rue et avaient essayé de faire un rassemblement pacifique devant le siège du gouvernement ; ils ont été délogés à coups de matraques par les forces de l'ordre.

Las de voir leur situation sociale se dégrader, et ne pouvant plus de ce fait assumer pleinement leur travail, les enseignants ont déclenché fin 1996 un mouvement de grève à l'échelle nationale ; la grève s'imposait, en l'absence d'écoute des pouvoirs publics. Malgré la durée de la grève (3 mois en pleine année universitaire), les responsables du secteur et les autorités du pays ont utilisé tous les moyens possibles et imaginables pour casser le mouvement de grève et le syndicat autonome des enseignants : intimidations, mises en demeure, blocage des salaires, tentatives de division... Les enseignants ont arrêté leur mouvement de grève à la mi-janvier 1997 pour sauver ce qui restait de l'année universitaire, sans que leurs revendications ne

soient réellement prises en charges ; seul acquis arrache lors : une augmentation négligeable des salaires et la promesse ferme des autorités de tutelle d'élaborer avant la fin de année universitaire le statut particulier de l'enseignant-chercheur universitaire.

En 1998, la situation sociale et les conditions de travail de l'enseignant se sont encore dégradées. Sur cette base, les délégués syndicaux avertissent les autorités de tutelle qu'en absence d'une prise en charge sérieuse des doléances des enseignants, une grève nationale serait déclenchée à la rentrée suivante (octobre 1998). La grève a donc démarré le 17 octobre 1998, avec comme principales revendications la revalorisation des salaires et l'élaboration du statut particulier de l'enseignant-chercheur.

Pendant 3 mois, : silence radio de toutes les autorités du pays malgré les appels répétés du CNES a des négociations, malgré des marches et des manifestations des enseignants dans plusieurs villes universitaires, malgré trois rassemblements pacifiques (réduits à cela à cause de l'interdiction, y compris par la force, des marches prévues) des enseignants en plein centre d'Alger. A signaler que les enseignants ont même été empêchés par la force d'accéder à leur ministère de tutelle le 11 décembre 1998, date de leur premier rassemblement a Alger. Au cours des manifestations, des enseignants et des enseignantes qui brandissaient leurs stylos pour signifier que c'était la seule arme dont ils disposaient, ont été tabasses par les forces de l'ordre. A signaler aussi que des bus emmenant des enseignants de l'intérieur du pays a ces rassemblements ont été interceptes sur le périphérique et empêchés de rejoindre Alger et le lieu du rassemblement.

Pendant trois mois donc, tout se passait du coté des pouvoirs publics et même des médias du secteur public, comme s'il ne se passait rien. La quasi-totalité des établissements universitaires du pays bloquée ou fortement perturbée dans leur fonctionnement, près de 10 000 enseignants (sur 15 000 au total) en grève, la majorité des 500 000 étudiants de l'université prives de cours, tout cela était apparemment négligeable, en tout cas pas assez important pour amener les responsables du secteur à se pencher sérieusement sur les revendications des enseignants et à essayer de trouver une issue au conflit. La seule initiative prise par le pouvoir pendant ces 3 mois a été le blocage, à partir de novembre, des salaires des enseignants, et cela en totale contradiction avec les lois régissant les conflits du

travail. En effet, une circulaire ministérielle datant de 1991 prévoit dans ce type de conflit une ponction de 3 jours de salaire par mois pendant toute la durée de la grève, si celle-ci est légale, ce qui était le cas. Il faut relever ici la légèreté avec laquelle les premiers responsables du pays bafouent les lois qu'ils ont eux-mêmes élaborées. Se rendant compte de leur erreur, et en réponse à la plainte déposée par le CNES auprès du tribunal, ils ont façonné dans la précipitation une autre circulaire, datée du 25 novembre 1998, qui leur permet de suspendre totalement les salaires.

Pendant cette période, les enseignants se sont organisés (au moins une assemblée générale hebdomadaire dans chaque établissement) pour subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles. Des bons de solidarité ont été édités et distribués par les enseignants eux-mêmes dans leur entourage. Les fonds ainsi collectés ont permis de parer au plus pressé pour les plus nécessiteux d'entre eux (distribution selon les besoins). Sinon, les circuits habituels de solidarité (amis, commerçants, familles, connaissances ...) ont permis à de nombreux enseignants de tenir le coup. Un espoir de voir le conflit se terminer est né fin janvier 1999, avec nomination d'un nouveau Premier ministre qui a donné instruction au ministre de l'enseignement supérieur de recevoir et écouter les enseignants. Ce qui fut fait, mais après plusieurs réunions, il fallait se rendre à l'évidence : les pouvoirs publics ne voulaient rien céder et tenaient invariablement le même discours "reprenez le travail et on verra". Assez rapidement, l'analyse suivante s'imposait ce qui dérange les autorités, ce n'est pas tant de répondre, au moins en partie (le CNES était prêt à faire des concessions), aux doléances des enseignants, mais c'est surtout le fait de satisfaire les revendications d'un syndicat autonome, un cadre d'organisation érigé par les enseignants en dehors des rouages du système ; une "victoire" aurait donné à réfléchir à d'autres travailleurs, d'autres secteurs...

Après l'échec des réunions CNES-MESRS, les responsables du secteur se sont souvenus (après 4 mois de grève !) de l'existence d'une législation du travail qui prévoit, dans ce type de conflit, un règlement reposant soi-disant sur une médiation, en fait sur une procédure contrôlée par l'Etat et son complice l'UGTA [1]. La décision rendue par la CNA (Commission nationale d'arbitrage) a été la suivante : il était ordonné, dans une première partie, aux enseignants grévistes de reprendre immédiatement le travail. Dans la 2ème partie, il était ordonné à la tutelle la mise en application d'un certain nombre de mesures en faveur des

enseignants. Le texte de cette 2eme partie reprend en fait mot a mot une série de propositions – plutôt simulacres de propositions - faites par la tutelle aux délégués du CNES un mois auparavant, lors des réunions MESRS-CNES, et rejetées alors en bloc par les représentants des enseignants.

Cette procédure était en fait qu'un moyen pour les pouvoirs publics de casser le syndicat autonome des enseignants universitaires ou tout autre syndicat qui ne suit pas la voix de son maître et de museler toute tentative de mouvement de grève et de soulèvement social dans les autres secteurs. Les enseignants ont repris leurs cours le 28 février 1999, prenant acte de la décision de la CNA, mais résolus à continuer leur combat sous d'autres formes, autour de leur syndicat, le CNES, et ce, jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications.

Nidal

ALGERIE , UNE POPULATION MARTYRISEE : LES DESSOUS DES CARTES (ÉTÉ 2001)

mercredi 5 décembre 2001

Voilà presque dix ans maintenant que l'Algérie est en guerre. Le nombre de morts donné par les institutions officielles est de 150.000 et plus de 20 000 disparitions. Un décompte macabre pour l'an 2000 montre à qui l'on s'en prend dans ce terrible conflit : parmi les 9006 victimes de cette année recensées, on compte 1025 "terroristes", 603 militaires, et 117 membres des groupes d'autodéfense, tout le reste c'est-à-dire plus des trois quarts sont des civils, des villageois surtout !

Morts par balle et morts de faim !

Drôle de guérilla qui est sensée s'attaquer à la classe dominante et qui tue tant de civils. Dix ans de guerre pour le pouvoir entre clans et 1800 morts par mois ! Dix ans de guerre que ni le gouvernement ni l'opposition (islamistes, nouvelle bourgeoisie naissante pseudo intello-progressiste et/ou régionaliste) ne semblent vouloir arrêter tant que l'appropriation des biens, de tous les biens, par une clique ou par un autre ne sera pas réalisée. J'ai dit opposition ?

Quelle opposition, il n'y a pas d'opposition puisque tous se battent pour le pouvoir,

puisque tous rêvent d'être khalife à la place du khalife. Et tous sont prêts à nous sacrifier, à boire notre sang jusqu'à la dernière goutte s'il le faut pour y accéder. Voilà pourquoi, dix ans de guerre. et la liste des morts ne finira pas de s'allonger. Les morts, ce sont des algérois, des oranais, des jijilien, des timimouniens, des chaouis, des mouzabites ou. des kabyles, peu importe, ils ont tous au moins un point en commun : des exploités. Il y a ceux qui meurent à coup de balles, à coup de bombes ou à coup de sabre. Il y a ceux de plus en plus nombreux qui meurent à coup de faim et de misère absolue. Des dizaines de familles entières se sont suicidées collectivement cette année tant était immense leur désespoir et le délabrement de leurs conditions de vie (on s'enferme dans la maison et on ouvre le gaz). Mais que se cache derrière ces crimes ?

A la fin des années 80 l'effondrement de l'économie algérienne est à son comble. Une brèche est alors ouverte pour amorcer le plan de restructuration recommandé par le F.M.I. et la banque mondiale sensée redresser cette économie défaillante mais qui n'est en fait qu'un cheval de Troie pour libéraliser le marché et asseoir les lois de la mondialisation et du capitalisme. Les usines et les établissements publics sont en ébullition du fait de la suppression des maigres avantages sociaux. L'explosion a finalement lieu le 5 octobre 1988 : la population descend dans la rue pour exprimer son ras le bol détruisant tous les symboles de l'État et du F.L.N.. Ils réclament la justice, la démission du président Chadli et la fin de la hogra [1]. Cela se termine dans un bain de sang. On fait sortir les chiens de gardes de leurs casernes qui tirent sans aucun état d'âme sur la foule : entre 500 et 1500 morts, plusieurs centaines de personnes torturées dans les commissariats et des dizaines de disparues. C'était pour les médias occidentaux et le pouvoir en place un chahut de gamins !

En attendant, la pression pour les réformes économiques se fait de plus en plus grande. L'Occident via le F.M.I. se montre très prévenant envers la sphère dominante : octroi de crédits, rééchelonnement de la dette extérieure (30 milliards de dollars) que l'Algérie ne pouvait plus payer depuis 1991, investissement de plusieurs milliards dans les secteurs stratégiques de la prospection et de l'extraction de gaz naturel... Il faut dire que les gouvernants algériens leur rendaient bien : Ils s'avèrent d'excellents exécutants des programmes d'ajustement structurel imposés par le F.M.I..

Grâce à cette guerre, et pendant que les médias se penchent sur "la complexité du

problème" et nous "expliquent" qui tue, ces fameuses réformes économiques passent comme une lettre à la poste et détériorent chaque jour un peu plus les conditions sociales de la population. Plus de 300 000 emplois ont été supprimés entre 1998 et 1999 et des centaines de milliers d'autres ne reçoivent leurs salaires de misère que de façon irrégulière (entre 1 et 14 mois). Le taux de chômage a atteint 40%. Les subventions de l'État, (lorsqu'elles n'ont pas été carrément supprimées) ont été réduites de façon massive et le Dinar en constante dévaluation ont entraîné une hausse des prix et une chute du niveau de vie jamais égalée. La viande est devenue un produit de luxe et l'achat des médicaments est de plus en plus problématique. Même le pain qui est l'aliment de base des algériens a atteint des prix faramineux. Des milliers de familles ne peuvent plus envoyer leurs enfants à l'école et des maladies autrefois éradiquées comme le paludisme et le typhus apparaissent à nouveau.

Malgres la terreur, des luttes sociales

Des branches entières de l'économie ont été complètement démantelées. Seuls les secteurs de la production de pétrole et de gaz naturel restent rentables. Cependant, 70% de ces rentes servent à rembourser... les intérêts de la dette extérieure. Dans tous les secteurs, les fermetures d'entreprises sont monnaie courante. Au nom de l'économie mondiale et du libéralisme, on privatise et on rationalise à tout va. Malgré ce climat de terreur, toutes ces réformes ne sont pas acceptées sans protestations. Des grèves fleurissent dans bon nombre d'entreprises. En 1996 et pour le seul secteur du bâtiment on comptait environ 200 grèves, mais elles ont été étouffées et occultées.

Enfin, voilà un exemple qui montre bien le cynisme avec lequel agissent les gouvernants algériens et occidentaux, et qui met en lumière tout ce qui peut se cacher derrière une guerre. Les tueries ont pratiquement toutes lieu dans la plaine de la Mitidja.(surnommé le triangle de la mort). Une des conséquences de cette tactique de la terreur, c'est que les survivants quittent leurs villages et leurs champs. Grâce à ce dépeuplement massif et radical, des terres se libèrent, ces terres qui sont aujourd'hui propriété publique doivent se privatiser comme tout le reste sur ordre du F.M.I. Cet état de délabrement total des conditions de vie constitue un véritable terreau pour la propagation de tous les nationalismes (religieux, linguistico-culturel...) et ne sert finalement qu'à diviser les exploités pour mieux les asservir.

Finalement tout le monde trouve son compte dans cette histoire. Le régime en place, qui ne veut qu'une chose : perdurer et se remplir les poches. L'occident qui se lèche les babines devant ce nouveau comptoir commercial, et toute l'opposition qui n'est rien d'autre que la bourgeoisie naissante et qui grâce au multipartisme se retrouve dans le gouvernement et participe enfin à ce pillage. Oui tous y trouvent leur compte sauf la population qu'elle soit du nord de l'Algérie, du sud, de l'Est ou de l'Ouest, elle continue chaque jour un peu plus à être saignée à blanc à agoniser à mourir à petit feu. Quelle "formidable" diversion que la guerre !

Derrière cette guerre, qui s'habille de démocratie, d'islamisme ou de nationalisme se cache un long et cynique saignement de l'Algérie. Et cela, les médias prennent soin de ne jamais en parler. Les enjeux de cette guerre que l'on se garde bien de dénoncer c'est les enjeux de l'argent, du pouvoir, du profit, de l'exploitation et du pillage. C'est en un mot les enjeux du CAPITALISME.

AICHA

ALGÉRIE : LA KABYLIE EST PARALYSÉE PAR UNE GRÈVE GÉNÉRALE

lundi 28 avril 2003

Des manifestations sont prévues pour le 23ème anniversaire du « Printemps berbère » dans les trois principales villes de la région, Tizi Ouzou, Béjaïa et Bouira.

Les âarchs, fer de lance de la contestation en Kabylie, ont appelé à la grève générale et à des manifestations dans cette région pour commémorer le « Printemps berbère » et demander la libération des détenus du mouvement incarcérés depuis plusieurs mois.

La ville de Tizi Ouzou, capitale de la Grande Kabylie (110 km à l'est d'Alger), est paralysée par la grève. Une manifestation doit s'y dérouler et s'achever près de la prison de la ville où sont détenus, depuis octobre, des délégués du mouvement dont sa figure de proue Bélaïd Abrika. Seules des pharmacies, des boulangeries et des

kiosques à journaux étaient ouverts.

La manifestation a été « tolérée » par les autorités locales. Mais autour de la prison, d'importantes forces de police étaient déployées.

A Béjaïa, capitale de la Petite Kabylie (260 km à l'est d'Alger), tous les commerces et les écoles, ainsi que quelques administrations sont fermées. D'importantes forces de police anti-émeutes filtrent aussi les entrées de la ville pour empêcher les manifestants venant de la vallée de la Soummam et de la corniche est de converger vers Béjaïa, selon des habitants joints par téléphone.

La grève est également suivie à Bouira, la troisième ville de Kabylie (120 km au sud-est d'Alger), quelques heures avant une manifestation, selon des habitants.

ALGERIE : CARNET DE ROUTE

Trois interviews empruntés à MACACHE

dimanche 4 juillet 2004

LE MOUVEMENT A BRISE LA PEUR

entretien Salem, fin décembre 2003.

S : L'étincelle du mouvement c'est l'assassinat de Massinissa Guerma, le 18 avril 2001. Au sein de l'université de Béjaïa on a eu l'information, q'un jeune a été assassiné au sein de l'enceinte de la gendarmerie de Beni Douala. C'était autour du 20 avril, moment où l'on commémore le mouvement de 1980.

A Béjaïa, il a fallu attendre le 21 avril que des collégiens d'Amizour soit kidnappé en présence de leur enseignant. Cela a déclenché un mouvement très spontané à Amizour dès l'après-midi. Le 22, toute la région, les daïra, bouillonnait. Le jeunes était très violents, les barricades étaient montées, les édifices publics sont attaqués, la gendarmerie commençait à assassiner...

A l'université nous avons tenté de tenir une assemblée générale, exactement nous

avons une AG prévu le 23, nous avons donc intégré les événements de Kabylie dans l'ordre du jour. On n'a pas pu faire passer la motion dénonçant la repression et de soutien aux jeunes en lutte au nom du CNES. On s'est donc replié sur les étudiants, on a alors lancé l'initiative du AG pour le 25 avril en présence de toute la communauté universitaire. Constatant l'anarchie du mouvement et l'expérience des mouvements antérieurs (ex : après l'assassinat de Matoub, 15 jours d'émeutes et puis plus rien). Il n'y avait pas eu d'explication, ni d'orientation politique du mouvement. Donc, nous avons le devoir d'intervenir, en tant qu'universitaire. (Nous avons prévu de relancer le mouvement social à partir du 19 mai 2001, l'insurrection nous a devancé). A l'AG, nous avons appelé à la structuration de ce mouvement, cad l'organisation de la violence des jeunes, dans le but d'un mouvement populaire national. Nous appellons à la création de comité de quartier. Nous n'appelons pas les jeunes à rentrer chez eux, mais à s'auto-organiser ; pour donner un sens politique à la violence des jeunes qui est légitime, mais qui si elle ne s'organise pas retombera dans le sporadique, le conjoncturelle.

Le même jour, nous proposons une marche populaire pour le 29 avril 2001, avec une réunion de préparation le 28 avril. Les comités ont préparé la marche, le 29 la marche démarre de l'université, au bout d'1 km il y a eu des affrontements avec la gendarmerie et la police. C'est le 1er combat de rue organisé. Le même jour nous avons tenu une AG et nous avons appelé pour une marche pour le 3 mai.

Q : Quel contenu y-a-t-il dans ces assemblées ?

S : Pour le comité populaire, même si la Kabylie bouillonnait autour de la commémoration du 20 avril, et donc des revendications culturelles ; c'est d'abord la misère sociale qui est le moteur de cette insurrection. Les jeunes sur les barricades le disait, "nous n'avons rien à perdre. Ils peuvent pas nous tuer, car nous sommes déjà mort." "Nous n'avons rien à perdre parceque nous n'avons rien eu." "Nous sommes des chômeurs, et des chômeurs déjà agés" . Le mouvement est fondamentalement social (réclamation de travail, logement), et pour les libertés. Des slogans appellent à en finir avec le pouvoir en place. En plus, on trouve la demande de reconnaissance de l'Amazigh.

Q : Les partis politique se sont fait saccagé leur siège pendant cette insurrection.

S : Oui. Dès le début (le 22, 23, 24). Pour les émeutiers, les partis politiques sont responsables de la misère que chacun vit. Ils ne se reconnaissent plus dans la classe politique, la nouvelle forme d'organisation, sous forme de mouvement, d'assemblée leur convient alors.

Q : D'où vient la référence aux aarouchs ?

S : Nous avions à Bougi un comité populaire lors du mouvement de 1980. Nous voulions le relancer. Un mouvement pas citoyen ou aarouch, mais un mouvement populaire. Le terme aarouchs est venu un mois après, de Tizi-Ouzou. C'est une trace de tribalisme. La notion de aarch passe sous silence, et même nie, la dimension de la lutte de classe du mouvement.

La presse a bien sûr préféré utiliser le terme de aarch, plutôt que de comité populaire.

Q : Comment les partis ont réussi à se replacer dans le mouvement ?

S : Ils ne l'ont jamais quitté, en fait. Le simple militant ira dans les assemblées, pas au nom du parti bien sûr. Mais au nom de village, de la famille ect. Par démocratisation, ces militants n'ont pas été exclus du mouvement.

Q : Les aarchs sont-ils une nouvelle bureaucratie politique ?

S : Les aarouchs sont éclatés, c'est très pluriel. La tendance totalitaire y était de puis le début. Quand dans le comité populaire de Béjaïa réunissait des femmes, des travailleurs, des chômeurs, des intellectuelles. Les aarouchs s'attachaient eux à l'appartenance au village. Ils ont exclu d'abord les femmes, au nom de la tradition. Ensuite les syndicalistes (en les voyant à juste titre comme une bureaucratie).

On se retrouve alors avec des assemblées de notables. Quand les militants du FFS et du RCD se sont fait élire dans leur village, ils ont pu reproduire la pratique politicienne. Aujourd'hui plus personne ne se reconnaît dans les aarouchs. Ils dialoguent avec le pouvoir...

Q : Une particularité du mouvement c'est d'avoir duré, pendant presque deux

ans. Quel sens cela a ?

S : Le mouvement perdure par la plate-forme, l'absence de classe politique. Dans la conscience des gens ce mouvement a apporté un espoir. Il n'y a pas d'autres alternatives. La crise que nous vivons aujourd'hui est politique. Sans un mouvement qui exprime les intérêts des opprimés, des chômeurs, des classes laborieuses, on ne peut avoir de perspectives.

Ce mouvement a brisé la peur, la peur de la gendarmerie, la peur des islamistes, la peur du pouvoir.

ENTRETIEN AVEC LE CLA (Conseil des Lycées d'Alger)

Redouane Osmane, professeur de littérature de français à Bab el-oued, porte parole du CLA (Conseil des Lycées d'Alger.)

R : La grève des enseignants à démarrer sur une accumulation de mécontentements. Face à une administration omnipotente et injonctive et une détérioration très importante du niveau de vie des enseignants. (par ex : en 1990 je touchais 6000 DA, aujourd'hui j'en touche 1500 DA), même avec l'augmentation que l'on vient de nous donner, suite à la grève, ça ne rattrape pas la perte du pouvoir d'achat des enseignants.

Pour arrondir la fin de mois, les professeurs font maintenant des petits boulots. Toutes ces frustrations laissent présager d'un mouvement de la part des enseignants. Ce mouvement qui est parti de l'algérois, c'est aussi 15 ans de militantisme de proximité. Dans le reste du pays c'est plutôt un mouvement spontané, suite aux grèves à Alger.

Q : Le mouvement revendiquait quoi ?

R : Dès septembre, ce sont des revendications corporatiste, pour une augmentation de salaire, la retraite au bout de 25 ans de travail, et la reconnaissance de la pénibilité de notre travail (statut particulier).

Le corporatisme des enseignants du secondaire, le fait de vouloir s'organiser en tant

que tel, s'est heurté aux syndicats traditionnels et par les pouvoirs publics. Un nouvel acteur indépendant dans le champ syndical doit être brisé. L'enjeu était donc, non pas un problème d'argent ou de céder aux revendications, mais comment effacer de l'imaginaire des algériens un mouvement indépendant et offensif devenu un symbole pour l'ensemble de la société.

Q : Comment s'est constituée la coordination des lycées d'Alger ?

R : Une association avec de nombreux contacts au niveau des lycées, regroupant des précaires a lancé un appel. Ce sont des enseignants non-régularisés au niveau de leur fonction qui étaient en opposition à l'intérieur de l'UGTA. Cette association a permis l'avènement d'un texte fondateur, disant "l'enseignement va mal, les enseignants vont mal." que les enseignants doivent sortir de leur invisibilité, qu'ils doivent apparaître au niveau de la société. Cet appel s'est très vite propagé, et les enseignants du secondaire se sont donné une identité. Dans les lycées se sont constitués des Assemblées Générales de Lycées (AGR), elles ont élu un collectif, avec une rotation, qui constitue le bureau du CLA. (chaque jour deux ou trois délégués sont élus pour faire partie du bureau). Ensuite, nous n'avons plus demandé d'autorisation pour faire des AG, on a bloqué l'administration. On a installé un réseau de contact, par exemple pour les piquets de grève, les enseignants allaient les uns chez les autres pour faire les piquets etc.

A Alger nous sommes restés CLA, dans d'autres Daira certains voulaient refaire l'expérience d'un appareil syndical, nous nous avons refusé et nous sommes restés CLA.

Q : Et le CNAPEST ?

R : Entre le CLA et CNAPEST c'est une différence entre le centre et la périphérie... Ensuite, nos pratiques de démocratie dans le mouvement, comme par exemple la participation des femmes -très importante sur Alger- n'est ni comprise ni acceptée par le CNAPEST et hors d'Alger. Le CNAPEST a un fonctionnement autoritariste, 5 personnes peuvent décider pour l'ensemble, un conseil national peut décider pour l'ensemble des Assemblées Générales. Par exemple l'accord avec le ministre signé par le CNAPEST, les grévistes l'ont appris à la télévision. Au CLA, et donc à Alger, si on va chez le ministre, tout est discuté avant en AG, et tout est redit

après. (on s'en méfie comme la peste, d'ailleurs on l'appelle le CNA-PESTE).

Mais dans le reste du pays, des gens sont sur la même dynamique que le CLA, bien que seul le CNAPEST existe dans ces régions. Nous allons lancer des assises nationales pour discuter et coordonner les personnes sur la même identité que nous.

Q : Quelles sont les perspectives du mouvement aujourd'hui ?

R : En Algérie défendre la liberté, c'est très important. Il y a des paradoxes extraordinaires ici. C'est une société extrêmement policée. Quand nous avons interdit les RG à rentrer dans nos réunions, les gens nous prenaient pour des fous. Avec le terrorisme la police était omniprésente, les gens ont perdu leur réflexe même d'une réunion privée. S'il n'y a pas de recul de la société, nous avons un soutien large pendant cette grève de la société. Nous devons participer à donner la parole à la société, à nos élèves aussi.

La perspective pour le CLA c'est d'organiser le mouvement à l'échelle nationale et de lui donner une identité qui le fera sortir de son corporatisme, c'est de faire reconnaître un acteur social qui ne soit pas contrôlé.

entretien réalisé à Alger, le 30 décembre 2003, par Nestor Pantruche.

CHÔMEURS : ON EST ASSIS SUR UN BARIL DE POUDRE !

Entretien avec des chômeurs, dans les quartiers populaires de Béjaïa, Décembre 2003. Les prénoms des intervenants ont été volontairement changés.

Moussa : Le 18 avril 2001, Massinissa Guermah a été assassiné dans la gendarmerie de Beni-Douala. Le 22 avril, des lycéens d'Amizour sont kidnappés par la gendarmerie. Ces événements semblent être la cause du printemps noir. En vérité, c'était un ras-le-bol populaire, le marasme social a conduit à ces événements.

Après 1990, la restructuration économique demandait des sacrifices. L'Etat ne les a faits uniquement sur le dos du peuple. Le peuple pense avoir beaucoup trop sacrifié. L'Etat a fait preuve de mutisme face aux demandes du peuple. Nous nous sommes donc tournés vers d'autres formes de revendications. Affronter un blindé

avec une pierre, par exemple.

Rachid : Les émeutes ont eu lieu essentiellement en Kabylie, mais c'est une crise sociale qui concerne l'ensemble de l'Algérie. La mort de G et l'enlèvement des collégiens, c'est la goutte qui a fait déborder le vase. W : Les banderoles, c'était : "Vivre un jour debout, plutôt que 100 ans à genoux." "Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts". Ce sont des mots qui expriment une certaine mélancolie, un chagrin.

Q : Comment sont apparus les comités de quartiers, de villages ?

Mohamed : Les émeutes se sont propagées très vite, en deux jours la Kabylie était embrasée. L'Etat n'a pas eu le temps de renvoyer des renforts. Le peuple s'est organisé pour assurer la sûreté des quartiers. Ces comités ont aussi la charge de représenter la voix de chaque quartier dans les réunions qui vont se tenir au sein du territoire. Djamel : Les délégués des comités ne font pas partie de la révolte, ce ne sont pas des "faiseurs de révolte". Parfois même ils sont contre les émeutes, ils te disent qu'il ne faut pas casser ceci ou cela, etc.

Toufik : Mais le jeune qui veut exprimer sa révolte, il n'a pas d'autres moyens de se faire entendre que d'aller affronter un policier ! Les comités se sont constitués afin de canaliser la révolte.

Dans les comités de quartiers il y a 3 ou 4 couleurs politiques qui s'expriment dedans. Le peuple kabyle est très politisé, la façon dont on mange du pain, il y a une tendance politique qui s'en dégage.

Q : Au-delà des affrontements avec la police, des objectifs ont été visés par les émeutiers, les mairies, les partis politiques...

Aziz : On saccage ce qui représente l'Etat, il y a aussi la Sonelgas (EDF-GDF locale), les PTT, etc. On n'a pas touché aux écoles, bien que j'aurais aimé que l'on y touche parce qu'elles ne nous ont rien donné. J'ai besoin de papier, à chaque fois que je vais à la mairie, on me fait attendre, donc je vais saccager la mairie. Je paye depuis 10 ans ma facture d'eau, mais l'eau qui sort de mon robinet 2 heures par jour n'est pas potable, je saccage le siège de l'eau et ainsi de suite.

Kader : Les sièges des partis, c'est une manière de dire, "on ne veut pas de couleur partisane dans notre mouvement". Les partis sont totalement discrédités, ils n'ont rien apporté. Le mouvement dit "je parle en mon nom, seul, et à ma manière".

Q : Et le boycott des élections.

Tarik : Les Kabyles sont un peuple boycotteur à la naissance.

Massinissa : ça sert à rien de voter, les élections ne nous ont jamais rien apporté. Un élu, une fois élu, nous tourne le dos.

Q : Et les aarouchs dans tout ça ?

Moussa : Quand on me parle d'aarouchs, j'ai l'impression que l'on me parle de quelque chose qui m'est étranger. Ils sont présentés comme nos tuteurs... Ils représentent la population aux yeux de l'Etat, mais ils ne représentent qu'eux-mêmes !

Les aarouchs sont opposés entre deux pôles, les dialoguistes et les non-dialoguistes. En vérité ils sont 50, divisé en deux.

Farid : Ces délégués ont étouffé le mouvement. Ça sert à rien d'arrêter quand on a 123 jeunes qui sont assassinés, ça sert à quoi de continuer de vivre quand ton frère est mort dans les émeutes, tu y vas. On vivra tous ou on meurt tous. Vivre dignement ou mourir.

Aujourd'hui rien n'a changé, l'étincelle peut reprendre à tout moment.

Moussa : On est assis sur un baril de poudre !

ALGÉRIE

L'INSURRECTION LIBERTAIRE DU MOUVEMENT DES ASSEMBLÉES DIT DES AÂROUCHS

PAR GEORGES RIVIÈRE

Depuis le 22 février 2019, Alger, comme des dizaines d'autres villes du pays, vit au rythme d'une contestation dont le point d'orgue sont les manifestations massives chaque vendredi.

Ce mouvement d'une ampleur inédite frappe par ses aspects massifs, bon enfants et moqueurs, mais surtout par son auto-organisation.

Mais ce mouvement ne vient pas de nulle part. Il est en partie l'écho des mouvements de lutte et de révolte de la période précédente, notamment du « Printemps noir » de 2001.

Il nous a semblé intéressant de republier des textes libertaires, analyses de fond ou articles d'illustration, de cette période et de les mettre en rapport « à chaud » avec la révolte actuelle qui secoue l'Algérie.

Georges Rivière, infatigable compagnon libertaire, qui a participé au mouvement des Arrch et participe au mouvement de actuel, a eu l'extrême sympathie d'écrire à chaud un texte d'introduction à cette compilation, pour essayer de faire ressortir ce que ces mouvements ont de différents ou de communs à 18 ans d'intervalle.

Au moment où nous éditons cette brochure, nul ne peut dire quelle direction prendra le mouvement en Algérie. Mais au moins il aura mis en évidence que le feu de la liberté et de la dignité couve toujours sous la braise.

